SCIENCES CITOYENNES

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2018

Table des matières

Réorienter la recherche **5**

Politiques de recherche 6
Conventions de Citoyens et OPPRI 7

Responsabiliser la recherche et l'expertise **8**

Alerte : des aboutissements significatifs 9
Expertises : une vigilance nécessaire 10
Pour une recherche scientifique responsable 11
Comprendre la post-vérité 12

Produire une analyse critique des technosciences **13**

Géo-ingénierie et manipulation du climat à grande échelle 14
Manipulation du vivant 15

Renforcer le tiers-secteur scientifique **16**

Recherche participative 17
Boutiques des Sciences 19

Se mobiliser avec la société civile **20**

Sciences Citoyennes et les réseaux 21
Mouvements sociaux 21
Festival Sciences en Bobines 22

Informer et convaincre **23**

Sites web 24
Réseaux sociaux 25
Chaîne YouTube et radio MixCloud 26
Bulletins d'informations 26
Formations 26
Nouvelles expérimentations 26
Sciences Citoyennes dans les médias et les librairies 27

Animer l'association **28**

Adhérents et donateurs 29
Conseil d'administration (CA) et bureau 30
Équipe salariée 30

Calendrier des activités de l'association **32**

Éditorial

La fin de l'année 2018 a vibré de l'intensité des mouvements sociaux. Les marches pour le climat d'une part, qui ont rassemblé à plusieurs reprises plusieurs dizaines de milliers de personnes pour exiger des réponses à la mesure de la crise climatique. Les rassemblements des gilets jaunes d'autre part, qui dénonçaient la distance gardée par les élu.e.s et qui réclamaient une meilleure prise en compte de la voix du peuple dans les décisions publiques. Ces deux mouvements ont eu l'intelligence de ne pas s'opposer et de converger dans la revendication de plus de justice sociale, fiscale et climatique. Loin de s'essouffler, ils sont en train de s'enraciner vers un printemps climatique et social.

Face à la contestation, le pouvoir n'a réagi qu'en façade. Sa réponse au désir de plus de débat et plus de participation s'est restreinte à une forme de démocratie d'enquête où tout est joué une fois le choix et la formulation des questions tranchés. En creux, cela montre une fois de plus l'actualité de certaines de nos propositions, notamment celle des conventions de citoyens, qui permettraient des prises de décision éclairées allant dans le sens du bien commun. Ces conventions de citoyens pourraient judicieusement être articulées pour éclairer une question mise à l'agenda par un referendum d'initiative citoyenne[1].

Le déficit de démocratie dans les choix scientifiques et techniques s'est lui aussi fait largement sentir dans l'année écoulée, qui a vu les sociétés être mises trop souvent devant le fait accompli. Ici, ce fut la mise au monde de bébés génétiquement modifiés, laissant entrevoir ce qui semblait réservé au domaine de la science-fiction. Là, ce furent les expérimentations de techniques de forçage génétique poussées sans relâche pour le bien des populations – sans qu'on ait pris soin de leur demander ce qu'elles en pensaient. À l'échelle mondiale, cela se traduit par l'apparition de la géo-ingénierie dans les discussions internationales en utilisant des noms supposés être plus rassurants (par exemple, on parle désormais de « techniques à émissions négatives »), ou en proposant directement son expérimentation et la mise en place de sa gouvernance. Cela revient, selon nous, à acter la faillite des États à répondre à l'urgence climatique par un changement profond des modes de production et de consommation.

Si ce contexte peut sembler sombre, il a au moins une vertu : il commence à faire très sérieusement vaciller le mythe de la « neutralité » des sciences. L'argument de « sciences partisanes », qui a parfois été utilisé pour critiquer des positions défendues par Sciences Citoyennes, a été trop souvent servi par les lobbies ou leurs faux nez pour ne pas se retourner désormais contre l'envoyeur. Là où l'exigence de neutralité a longtemps freiné les scientifiques à prendre la parole ou à mener des actions fortes dans l'espace public, c'est maintenant le fait de persévérer dans la fuite en avant technoscientifique et de refuser d'en dénoncer les dérives qui apparaît comme l'opposé de la neutralité. Là où les voix dissonantes portant des alertes étaient décrédibilisées, le lanceur d'alerte semble être devenu la figure du justicier moderne.

Ce changement dans la perception des sciences et des objectifs qui leur sont donnés, même s'il est sans doute trop lent, est bien perceptible. Il est le résultat d'un travail de longue haleine que Sciences Citoyennes a contribué à mener. Sur plusieurs points, l'année 2018 a d'ailleurs été celle de l'aboutissement de chantiers lancés de longue date. Elle a ainsi vu la naissance de la Maison des Lanceurs d'Alerte, projet que notre association porte depuis sa création ou presque, et qui est appelée à devenir le refuge qui manque encore aux lanceurs d'alerte. Dans un autre domaine qui nous est cher, celui de la recherche participative, le lancement de l'appel à projets dédié CO3[2], sous l'égide de l'ADEME[3] et grâce à l'impulsion de Sciences Citoyennes, peut à juste titre être vu comme une reconnaissance de ce mode de co-production des savoirs. Le cycle de colloques « Pour une recherche scientifique responsable » a permis, grâce à de riches panels d'intervenant-e-s et un large public, de questionner la notion de responsabilité de la recherche sous une vision plus ambitieuse que les angles confinant aux questions d'éthique ou de déontologie. Ces différents aboutissements sont largement dus à l'implication au long cours de l'équipe qu'il faut une fois de plus féliciter chaleureusement pour cette année riche de succès.

Il est une autre source de satisfaction concernant l'année écoulée, peut-être moins visible à la lecture de ce rapport d'activité mais non moins importante : ce sont les nombreux temps de rencontres et d'échanges qui ont réuni les membres de l'équipe, les administrateurs-trices et les adhérent.e.s et sympathisant.e.s. Le festival Sciences en Bobines a ainsi permis des séances de films-débats dans une vingtaine de villes, et s'est même invité au Québec. Plusieurs sessions d'apéros-débats ont réuni au siège de l'association intervenant.e.s et sympathisant.e.s autour de sujets variés comme, les armes autonomes ou le plastique dans la restauration. Une large délégation d'administrateurs.trices et de salarié.e.s a participé activement au temps fort des mouvements sociaux qu'a constitué l'Université d'Été, solidaire citoyenne et rebelle, qui s'est tenue à Grenoble en août. Enfin, le week-end stratégique de l'association, réunissant tous les deux ans le conseil

1. https://sciencescitoyennes.org/le-ric-des-citoyens-non-pas-manipules-mais-informes-decident-mediapart-7-janvier-2019/

2. https://sciencescitoyennes.org/un-nouveau-dispositif-de-soutien-a-la-recherche-participative-co3/

3. Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

d'administration pour un temps de réflexion, a été pour la première fois ouvert à des adhérent.e.s tirées au sort, ce qui a largement contribué à la richesse des débats.

C'est la dynamique que notre association souhaite continuer à développer en 2019 et pour les années à venir : faire avancer nos thématiques de prédilection, au long cours, sans pour autant s'interdire d'explorer de nouveaux chantiers (celui de l'Intelligence Artificielle en est un exemple) ou de nouveaux modes de production ou d'action, et ce en comptant sur l'implication conjointe de son équipe, de ses administrateurs.trices et de ses adhérent.e.s.

Kévin Jean, Président de Sciences Citoyennes

Légende des icônes utilisées

Nature de l'activité

- *Analyse*
- *Travail législatif*
- *Conseil / Tiers-veilleur*
- *Réseau / Partenariat*
- *Acculturation*
- *Plaidoyer*
- *Colloque / Débat / Conférence*

Média

- *Web*
- *Presse écrite*
- *Télévision / Vidéo*
- *Radio*

Niveau d'intervention

- *France*
- *Europe*
- *Monde*

Réorienter la recherche

Politiques de recherche

Conventions de Citoyens et OPPRI

Réorienter la recherche

Les choix scientifiques et techniques opérés par les instances politiques au niveau européen et français ne font l'objet d'aucune procédure démocratique ni même de débats. Ces choix ont cependant un impact déterminant sur nos sociétés et leur avenir. L'axe de travail de l'association « Réorienter la recherche » vise à peser sur les thématiques de recherche soutenues par l'argent public et la manière dont le tri entre les thèmes est réalisé, pour mettre en lumière les intérêts privés influents et mettre en œuvre des mécanismes participatifs décisionnaires.

Politiques de recherche

Plaidoyer pour un autre Horizon Europe

Dans le cadre de la négociation générale portant sur le budget à long terme de l'Union européenne (pour 2021-2027), d'âpres discussions ont porté tout au long de l'année 2018 sur le futur programme cadre européen, nommé *Horizon Europe*. L'argent public dédié à la recherche et innovation en Europe fait partie des dépenses de l'axe « compétitivité pour la croissance et l'emploi » et représenterait un budget de l'ordre de 100 milliards d'euros (sur 7 ans) pour un budget général européen de l'ordre de 1 100 milliards d'euros. Les stratégies de recherche adoptées à l'échelle européenne ont ensuite des répercussions directes sur les stratégies nationales. Ainsi l'enjeu majeur pour cette année a été de peser sur les négociations en cours pour *Horizon Europe*. Notre plaidoyer a été organisé en partenariat avec un réseau d'associations européennes réunies dans une coalition regroupant une quarantaine de structures.

Ensemble[4], nous avons cherché à faire entendre nos propositions (lors d'événement au sein du Parlement européen[5] par exemple ou auprès de la Commission ou d'instituts en charge de travaux pour elle[6]). Les principales propositions ont concerné l'intérêt de Conventions de Citoyens européennes chargées de définir les missions de recherche qui apparaîtront dans *Horizon Europe*[7] et le besoin de préserver un axe de recherche sur la Science avec et pour les Citoyens[8], tout en permettant un réel engagement citoyen pour l'ensemble des projets de recherche. Nos réactions se sont concentrées sur la nécessité de mieux caractériser les recherches à « impact social » et de les séparer des impératifs de compétition, comme ce n'est malheureusement pas le cas dans la proposition de la Commission européenne[9] (mai 2018), votée par le Parlement européen en novembre dernier[10].

Informer et peser à l'échelle française

En parallèle de ce travail de plaidoyer européen et de propositions d'amendements, des prises de contact régulières ont eu lieu au niveau français, en particulier au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, que ce soit au sein du *Groupe de Concertation Transverse Europe* rassemblant l'ensemble des institutions de recherche, auprès de la direction générale de ce même ministère, ou encore dans le Groupe Thématique National SWAFS. Par le biais de la Conférence des Présidents d'Université (CPU), des échanges se sont tenus avec le Club des Organismes de Recherche Associés, club revendiquant de constituer une passerelle entre la recherche publique française et les institutions européennes. Faute de portage politique fort par la France ou un autre pays membre, force est de constater que le résultat de nos prises de position est décevant au vu du texte voté par le Parlement, qui ne présente pas ou peu d'avancées par rapport à la proposition de la Commission et voit même valider la présence de la notion hautement contestable de « principe d'innovation[11]».

Visuel illustrant la campagne contre le principe d'innovation (5 décembre 2018)

4. Global Health Advocates, Deutsche Stiftung Weltbevölkerung, Commons Network, European public health alliance, Health Action International, Corporate European Observatory, Transparency International EU, TPorganics, The Democratic Society, ETC Group…
5. Open Science for Health, 31 janvier 2019 : https://urlz.fr/99uH
6. Joint Institute for Innovation Policy : https://urlz.fr/99uO
7. Voir sur le site Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8HYu
8. Défi Science With and For Society dans Horizon 2020 : https://urlz.fr/99uR
9. Voir sur le site Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8HYw
10. Voir sur le site Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8HYB
11. Pour plus d'informations, voir le site de Corporate European Observatory : https://urlz.fr/8HZ7

Mobilisation de la société civile et des universitaires et des réseaux de culture scientifique et technique

Au sein de la coalition d'organisations mentionnée ci-dessus, Sciences Citoyennes permet la jonction de deux mondes : celui des organisations non gouvernementales européennes et celui des chercheurs engagés dans la recherche et innovation responsables, pour reprendre le vocable de l'Union européenne. Ainsi, nous avons organisé un atelier pour informer et peser sur les politiques de recherche européennes lors du colloque biannuel du réseau des Boutiques Des Sciences Living Knowledge[12]. Ces mêmes types d'acteurs ont été réunis lors d'un atelier organisé par la Commission européenne, sur le thème de « Citizen involvement in European Research and Innovation Agenda setting », ayant abouti à une prise de position commune des participants[13]. Ces travaux d'analyse, de propositions et de plaidoyer se poursuivront en 2019. Il s'agira de rester attentif et vigilant lors de la mise en place des premières instances du programme *Horizon Europe* et de profiter des opportunités permises par le renouvellement du Parlement européen et de la Commission européenne.

Conventions de Citoyens et OPPRI

Un stage pour consolider les acquis

L'activité du groupe de travail CdC-OPPRI[14], au-delà des interventions publiques et publications régulières de Jacques Testart sur le sujet, s'est concentrée autour du stage que Lucile Rabiet, étudiante à AgroParisTech, a effectué au sein de notre association de mai à août 2018. Lucile était encadrée par Cécile Blatrix, côté AgroParisTech, et par le groupe de travail CdC-OPPRI, côté Sciences Citoyennes. Avant d'évoquer les travaux issus du stage, nous tenons à mentionner ici que la tenue de réunions bimensuelles (le plus souvent par Skype) et de points hebdomadaires avec un ou plusieurs membres du groupe de travail ont permis des avancées et des discussions ô combien intéressantes. Cela n'aurait pu être rendu possible sans l'implication sans faille et la capacité de Lucile à intégrer rapidement des concepts pourtant complexes qui l'ont conduite à mener des recherches puis des entretiens de haute tenue. De l'avis de tous (tutrice, groupe de travail, personnalités interrogées, équipe salariée), Lucile a fourni un travail remarquable en un temps très court, qu'elle en soit ici chaleureusement remerciée.

Sur le fond, nous avions demandé à Lucile de nous aider à renouveler notre corpus argumentaire pour faire valoir une procédure constitutive des réflexions de Sciences Citoyennes à savoir la Convention de Citoyens. Grâce aux lectures proposées par ses encadrants et via ses propres recherches, Lucile Rabiet a ainsi fourni des éléments à même de renforcer la validité académique des CdC, leurs spécificités et leurs atouts (en montrant du même coup les faiblesses d'un certain nombre de procédures se prévalant d'être participatives). Ce travail a été complété par des entretiens avec des acteurs académiques, institutionnels ou praticiens de la participation et du débat public.

Ces travaux seront exploités sous forme d'articles et de fiches et constitueront la colonne vertébrale d'événements que nous organiserons à moyen terme et qui devrait donner lieu à la rédaction d'un ouvrage.

Apéro-débat Vaccins

L'obligation vaccinale élargie à 11 vaccins est devenue effective en France au 1er janvier 2018. Le caractère contradictoire d'une décision dont l'objectif annoncé est de ramener la confiance des citoyens envers les vaccins, mais qui passe par un dispositif coercitif, n'a pas manqué d'être mis en avant. Malgré la mise en place d'une concertation citoyenne, la controverse générée par l'extension de l'obligation vaccinale a reflété un sentiment de carence démocratique dans le processus à l'origine de cette décision.

Sans remettre en question le bienfondé de la prévention vaccinale, Sciences Citoyennes a voulu, le temps d'un apéro-débat organisé le 21 mars 2018 à la Fondation Charles Léopold Mayer, se repencher à froid sur la question de la mise en démocratie de l'obligation vaccinale. Après une première table ronde consacrée à la brève présentation de repères historiques et éthiques concernant le caractère obligatoire de la vaccination, assurée par Kévin Jean (épidémiologiste, Sciences Citoyennes) et Camille Besombes (médecin généraliste), une seconde table ronde s'est penchée sur les dispositifs assurant une prise de décision éclairée et démocratique sur ce type de question. À ce titre, Bernadette Devictor (présidente de la Conférence Nationale de Santé) a présenté une analyse critique de la concertation citoyenne organisée en amont de la décision gouvernementale, et Jacques Testart (biologiste, président d'honneur de Sciences Citoyennes) a présenté les avantages qu'une procédure telle que les Conventions de Citoyens aurait pu apporter en amont de cette prise de décision.

Les discussions qui ont suivi avec les 25 personnes présentes dans la salle ont réussi à dépasser les postures trop souvent affichées sur un sujet aussi sensible que la vaccination. Elles ont permis une fois de plus de témoigner du désir de procédures participatives transparentes pour trancher des controverses complexes.

12. Réseau international des Boutiques des Sciences ; colloque à Budapest, mai 2018 : https://www.livingknowledge.org/lk8/
13. Voir sur le site Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8HYB
Les recommandations sont soutenues par les organisations suivantes : Amsterdam Universitair Medische Centra, AMCSTI, AGE, Aurora Universities Network, BEUC, Deltares, ECSITE, European Network of Living Labs, Danish Board of Technology Foundation, Lifelong Learning Plateform, Global Health Advocaes, Vrije Universiteit Amsterdam et Sciences Citoyennes
14. Conventions de Citoyens – Observatoire des Pratiques Participatives en Recherche et Innovation

Responsabiliser la recherche et l'expertise

Alerte

Expertise

Recherche scientifique responsable

Post-vérité

Responsabiliser la recherche et l'expertise

Alerte : des aboutissements significatifs

La liberté d'expression des chercheurs trouve difficilement sa place dans un contexte où l'expertise est largement influencée par des porteurs d'intérêts économiques. En effet, la recherche de profits à court terme ne supporte aucune entrave, tant environnementale, sanitaire que sociale ou sociétale. Aussi, quand le débat est biaisé par les efforts soutenus de lobbies allant à l'encontre de l'intérêt général, il est parfois nécessaire de lancer l'alerte. C'est ce constat qui a conduit Sciences Citoyennes à s'impliquer dans une lutte visant à renforcer la protection tant des lanceurs d'alerte que de leurs alertes. Concrètement, il s'agit à la fois de faire évoluer le droit que de se donner les moyens concrets d'accompagner les lanceurs d'alerte. Un travail de plaidoyer et de structuration a conduit l'association à inscrire son action dans des coalitions d'associations et de syndicats au niveau national et international, notamment européen, afin de parvenir en parallèle à améliorer la loi en France et les directives au niveau européen et poser les bases, pour ensuite bâtir une Maison des Lanceurs d'Alerte.

Maison des lanceurs d'alerte

Initié début 2015, ce projet a été mis en sommeil le temps d'un intense travail de plaidoyer autour de la directive européenne sur le secret des affaires puis de la loi Sapin 2[15]. Début 2017, le comité de pilotage de la Maison des Lanceurs d'Alerte réuni par Sciences Citoyennes et Transparency France, avec le soutien financier de la Fondation Charles Léopold Mayer, a repris ses travaux. Son animation coordonnée par Sciences Citoyennes a consisté à définir, en collaboration avec une vingtaine d'organisations, les fondements et les modalités d'organisation de cette structure, que nous appelions de nos vœux depuis 2008. Avec les principales organisations (associations et syndicats) impliquées dans les multiples mobilisations autour de la protection des lanceurs d'alerte et des alertes et de la lutte contre la directive sur le secret des affaires, nous avons défini les missions, la gouvernance, l'organisation et les modalités de financement d'une structure appelée à accompagner les lanceurs d'alerte et leurs alertes, à mutualiser le plaidoyer pour améliorer la réglementation et à former les acteurs concernés.

Au bout de ce long processus, le 22 octobre 2018, l'association Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA) était officiellement constituée autour d'un collectif de 17 fondateurs : Anticor ; ATTAC ; Bloom ; CFDT Cadres ; CRIIGEN ; GISTI ; Greenpeace France ; Nothing2hide ; Pacte civique ; PPLAAF ; Réseau environnement santé ; Sciences citoyennes ; Sherpa ; Solidaires ; Syndicat national des journalistes ; Transparency international France ; Ugict CGT

Le 21 novembre 2018, la MLA tenait son Assemblée générale de lancement, au cours de laquelle cinq personnes physiques ont été élues afin de compléter un Conseil d'administration, comportant déjà douze des dix-sept fondateurs listés ci-dessus. Jacques Testart, pour Sciences Citoyennes, et Laurène Bounaud, pour Transparency France, ont ensuite été élus aux postes de co-présidents.

Si l'activité n'est pas officiellement lancée, les travaux ont tout de même démarré, étant donné que des lanceurs d'alerte ont déjà contacté la MLA. Leurs dossiers font d'ores et déjà l'objet d'un traitement, limité pour le moment aux aspects juridiques. Mais à terme, il s'agira de proposer également aux lanceurs d'alerte un accompagnement technique (sécurité informatique), médiatique (s'il s'avère pertinent de communiquer publiquement sur l'alerte), psychologique, financier et social, pour les lanceurs d'alerte les plus vulnérables.

« Secret des affaires »

La directive sur le Secret des Affaires, comme toute directive, devait faire l'objet d'une transposition en droit national. L'échéance était fixée au 8 juin 2018, soit deux ans après le vote de la directive, et ce n'est qu'au printemps 2018 que cette obligation a pris forme. De manière étonnante, c'est à travers une proposition de loi (portée par le député Gauvain) et non un projet de loi (porté par le gouvernement) que ce travail de transposition a été initié. Une coalition rassemblant des associations et syndicats, déjà mobilisés en 2016 lors des discussions sur la directive, s'est organisée en urgence pour tenter de freiner une loi particulièrement liberticide pour la société civile ou les « simples » citoyens, tant elle entendait limiter la liberté d'expression, le droit d'alerte, le droit syndical et le travail des journalistes.

Fort heureusement, une coalition européenne avait permis d'arracher in extremis quelques exceptions lors du vote définitif de la directive, ce qui nous a notamment permis d'obtenir que le droit d'alerte soit maintenu comme exception au secret des affaires. Cependant, avec une définition du secret des affaires tellement large d'une part, et un droit d'alerte devant reposer sur la démonstration par le lanceur d'alerte que son alerte est d'intérêt général d'autre part, l'objectif poursuivi par cette loi est une entorse aux libertés fondamentales au bénéfice aveugle d'intérêts exclusivement économiques. Le scandale médical récent autour des Implant files, lors duquel des journalistes du *Monde* enquêtant sur les implants se sont vus opposer le secret des affaires suite à leurs demandes d'accès à des documents administratifs, confirme ce que nous redoutions comme conséquence de l'application de cette

15. Loi sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique

loi : la dissimulation fallacieuse d'informations d'intérêt général.

Rassemblement contre la loi sur le secret des affaires (16 avril 2018)

Directive européenne sur l'alerte

Lors des discussions autour du vote de la directive sur le secret des affaires, nous avions demandé qu'en contrepartie la Commission européenne légifère sur l'alerte. Cette dernière avait exprimé son intention de ne pas y donner suite compte tenu de la difficulté, selon elle, d'obtenir un consensus des États membres sur cette question. C'est donc à la surprise générale qu'en janvier 2018, la Commission européenne a finalement décidé de lancer une initiative sur cette question. Derrière cette dénomination, il s'agit pour cette institution d'effectuer une série de consultations afin de déterminer la pertinence de proposer un texte réglementaire, de simples avis ou recommandations ou tout simplement de ne pas agir. Une forte mobilisation internationale, à différents niveaux (plaidoyer au niveau du Parlement européen qui votera une résolution plutôt avancée sur la question, pétition, articles de presse) a permis, qu'en définitive, la Commission se lance dans la rédaction d'une proposition de directive. Ce premier texte très en-deçà des demandes du Parlement (cadre strict par paliers à respecter par le lanceur d'alerte notamment) a malgré tout inclus ce que nous étions parvenu à obtenir en droit français : le fait que l'alerte ne soit pas limitée au cadre du travail. Depuis, cette proposition a fait l'objet d'un vote au Parlement européen, qui y a apporté de nombreux amendements qui vont dans le sens de ce que nous réclamons (possibilité pour une organisation de soutenir les lanceurs d'alerte, souplesse dans les paliers, possibilité de lancer l'alerte en tant que personne morale, etc.). C'est au tour du Conseil de l'Union européenne, qui regroupe les ministres des États membres, de se prononcer, avant que ces trois institutions ne se réunissent en trilogue dans le but de parvenir à un texte commun. Le confinement de l'alerte au cadre du travail est malheureusement de nouveau présent dans le texte voté par le Conseil. De plus, les élections européennes approchant, il n'est pas garanti que la directive voit le jour sous la mandature actuelle.

Texte pour la Mission « Droit et Justice »

Nous avons été sollicités pour participer au groupe de recherche coordonné par Jean-Philippe Foegle et Serge Slama, juristes, dans le cadre du projet de Recherche-action intitulé « Évaluer et améliorer l'effectivité de la protection des lanceurs d'alerte en droit interne : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe » confié par la Mission « Droit et Justice » du Ministère de la Justice à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense (CTAD- UMR7074). Notre contribution a pris la forme d'un texte retraçant l'activité de Sciences Citoyennes autour de l'alerte depuis sa création : « De l'alerte de scientifiques à l'alerte scientifique ». Ce texte présente et commente l'évolution des activités et prises de position de Sciences Citoyennes, de sa fondation par des lanceurs d'alerte à son implication concrète dans la rédaction de textes de loi, pour conclure sur la création de la Maison des Lanceurs d'Alerte. Il n'est pas encore publié car il fera peut-être l'objet d'un livre. Des discussions avec un éditeur sont en cours à ce sujet.

Journée de formation à l'Université d'été

Le comité de pilotage de la Maison des Lanceurs d'Alerte a organisé, en août 2018 à Grenoble, une journée d'informations et de discussions dans le cadre de l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens. Co-pilotée par Sciences Citoyennes, Transparency France, ATTAC, Nothing2Hide et Sherpa, cette série d'ateliers avait pour but de présenter et de discuter des missions de la future MLA et de réfléchir à la manière de préserver son indépendance. L'après-midi, Nothing2hide a animé une session de mise en situation, sous forme de jeu de rôles, où les participants se voyaient attribuer soit en tant que lanceur d'alerte, soit en tant que journaliste d'investigation, la mission de communiquer de manière sécurisée. Des conseils d'outils et de méthodes étaient alors prodigués.

Expertises : une vigilance nécessaire

La critique de l'expertise et ses impacts sur les agences sanitaires

En collaboration avec Francis Chateauraynaud, directeur du Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive (GSPR), une unité de recherche de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et David Chavalarias, directeur de l'Institut des Systèmes Complexes de Paris Île-de-France (ISC-PIF - http://iscpif.fr), nous avons déposé un dossier de financement d'une recherche sur « La critique de l'expertise et ses impacts sur les agences sanitaires » dans le cadre de l'appel à projets du Programme National de Recherche en Environnement-Santé-Travail de l'Agence Nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

L'objectif était, en s'inspirant des travaux menés pour l'observatoire socioinformatique des alertes et des controverses (GSPR/ANSES, 2007-2014), d'élaborer une plateforme collaborative afin de suivre et d'analyser les activités normatives et réglementaires en matière de risques sanitaires et environnementaux. En recourant à des techniques numériques d'analyse de grandes quantités de documents, nous souhaitions organiser des espaces de discussion pour clarifier les processus complexes

qui sous-tendent les politiques du risque. Il nous apparaissait que l'entrée par les formes de critique de l'expertise permettait de rendre intelligibles les processus d'alerte, de controverse et de régulation à l'échelle nationale et européenne.

Malheureusement, après avoir franchi une première phase de sélection sur la base d'une lettre d'intention, le projet n'a finalement pas été retenu par l'ANSES. D'autres pistes de financement sont à identifier.

Comité de dialogue ANSES «Nanomatériaux et Santé »

Sciences Citoyennes siège auprès de représentants des industriels, de syndicats de salariés et d'autres représentants associatifs (dont Avicenn, UFC Que Choisir, Agir pour l'Environnement, entre autres) au sein du Comité de dialogue « Nanomatériaux et Santé », mis en place par l'ANSES dans le cadre de sa politique d'ouverture de l'expertise à la société[16]. C'est pour l'association l'occasion (sur un rythme annuel ou bisannuel) d'échanger des informations sur les processus de contrôle et de veille sanitaire sur les nanomatériaux, de plaider pour une ouverture plus grande à la reconnaissance des expertises associatives (consultées mais pas associées aux différents groupes de travail), de relayer les alertes citoyennes. C'est lors de la dernière rencontre de ce comité en novembre 2018 que les intentions de remettre à plus tard l'application de la loi EGALIM (demandant la suspension de l'E171, nanoparticules de dioxyde de titane dans l'alimentation) ont été explicitées par les services de l'État. La mobilisation qui s'ensuivra (après les déclarations publiques du ministre de l'Économie) permettra un revirement de situation pour une suspension effective du E171 en avril 2019.

16. Charte de l'ouverture de l'expertise à la société : https://urlz.fr/8JnQ

Pour une recherche scientifique responsable

Cycle de colloques

L'année 2018 a été le terreau favorable à une première mise en débat public de la responsabilité scientifique par Sciences Citoyennes, grâce à la tenue d'un cycle de trois colloques, entre avril et septembre 2018, sous l'égide d'un Conseil scientifique réuni depuis l'été 2017[17]. Le cadre général de réflexion est à chercher dans les constats et propositions rédigés dans notre Manifeste « Pour une recherche scientifique responsable », il s'éloigne donc d'une version minimaliste de la responsabilité en recherche, qui s'en tiendrait à des considérations sur l'éthique et l'intégrité. Au contraire, le débat a été placé au cœur des institutions politiques et de recherche, en organisant les rencontres au sein du Palais du Luxembourg (6 avril 2018) et de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS, 29 mai 2018 et 13 septembre 2018)[18]. Le format des colloques, plutôt académique, a été pensé pour le principal public cible de ce cycle, à savoir les chercheurs, afin de débuter les débats « entre pairs ». Chacun des colloques a rassemblé environ 200 personnes et a traité d'une facette de la problématique : la responsabilité des institutions, les pratiques du métier de chercheur et des contre-modèles possibles. D'ores et déjà, de nombreuses vidéos des interventions sont disponibles sur le site dédié et sur notre chaîne Youtube[19] pour retrouver les interventions *in extenso*. Les travaux se poursuivent pour permettre une restitution écrite et synthétique des échanges du cycle, tandis que des publications en réponse à des sollicitations sont en cours sur le sujet.

Table ronde au 1er colloque (6 avril 2018)

Pour Sciences Citoyennes, le cycle a atteint ses objectifs, à savoir débattre avec un public large et constituer un fond commun autour de la recherche scientifique responsable, susceptible de fournir une base de réflexion solide[20] pour l'élargissement du débat hors des sphères académiques. Un premier pas dans ce sens a été fait lors de l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens, à Grenoble en août 2018, avec l'organisation d'un atelier intitulé : « Recherche responsable et action citoyenne : pourquoi et comment se renforcer mutuellement pour réussir la transition démocratique et écologique » . L'atelier a fait salle comble (plus de 80 personnes), avec un fort intérêt du public, ce qui nous encourage à poursuivre l'ouverture de ce thème[21].

Robots tueurs

Le Conseil d'administration de Sciences Citoyennes a fait le choix au printemps 2018 de rejoindre la coalition « Ban Killer Robots » (BKR) contre le développement des robots autonomes, dans l'armement notamment. Avec l'essor fulgurant de l'intelligence artificielle (IA), les moyens de recherche mis à disposition par les États, agences et industries sont démesurés, et attirent nombre de chercheurs. Les projets de recherche laissent imaginer des perspectives dignes des meilleurs scénarios d'anticipation,

17. Le Conseil scientifique réuni pour le programme du cycle de colloques a rassemblé Pierre Calame (Citego), Francis Chateauraynaud (EHESS), Marie-Angèle Hermitte (EHESS), Jean-Marc Levy-Leblond (Université de Nice), Florence Piron (Université Laval), Louise Vandelac (UQAM). Le Comité de pilotage rassemblait Fleur Gorre, Aude Lapprand et Fabien Piasecki (Sciences Citoyennes), Marie-Angélique Languille (CNRS), Isabelle Stengers (Université Libre de Bruxelles), Jacques Testart (Sciences Citoyennes), François Warlop (GRAB)
18. Voir le site dédié : https://recherche-responsable.org/
19. Voir la chaine Youtube Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8I6p
20. Voir aussi sur le même sujet, avec une approche voisine le MOOC Éthique de la recherche
21. Voir l'interview de certains intervenants : https://urlz.fr/8I64

pour le meilleur… et pour le pire. Parmi ces perspectives ouvertes, les travaux sur les robots autonomes laissent particulièrement sceptiques, et interrogent sur la responsabilité des équipes engagées et sur leur capacité à anticiper les dérives dans le domaine militaire. C'est dans ce contexte libéral et frénétique que la coalition internationale a vu le jour en 2013. Le développement exponentiel de ces robots et machines pose un nombre important de problèmes légaux, éthiques, géopolitiques, techniques… et ne peut qu'accentuer les fortes tensions internationales. Certains pays militaristes soutiennent un effort de recherche inédit pour développer un arsenal d'armes autonomes. Donner la possibilité à une machine de décider qui a droit de vie ou de mort sur le terrain ne nous semble pas acceptable. La coalition réclame d'instaurer un Traité International pour réguler et légiférer sur cette voie irresponsable et mortifère. Les grandes sociétés informatiques sont aussi encouragées à s'engager publiquement contre ces armes autonomes.

Sciences Citoyennes participe également à l'appel de l'ENAAT (réseau européen contre le commerce des armes) puisque l'Union européenne a voté un budget sans précédent de 13 milliards d'euros pour la recherche militaire sur l'intelligence artificielle.

La coalition BKR regroupe aujourd'hui 87 ONG dans 49 pays, et est de plus en plus influente dans les réunions internationales. La France est particulièrement observée car fortement impliquée dans la fourniture d'armements dans les conflits actuels. Aussi les ONG françaises (Human Rights Watch France, Amnesty France, Observatoire des Armements) sont très actives pour faire pression sur les parlementaires, et pour infléchir la position de la France en faveur d'une interdiction de ces armes.

La coalition a octroyé un soutien financier qui a permis aux ONG françaises de recruter une consultante spécialiste de ces questions (Anne-Sophie Simpère) pour travailler avec nous sur plusieurs actions. Un rapport a été publié à l'automne à l'occasion de la réunion internationale qui se tenait à Genève sur les armes conventionnelles. À l'issue de cette rencontre, 28 pays se sont engagés en faveur d'un traité d'interdiction, mais d'autres pays, et non des moindres, (Russie, Chine, France...) ont été particulièrement frileux... Un communiqué de presse rend compte de ce constat.

Une soirée débat a été organisée, à la Fondation Charles Léopold Mayer, le 7 novembre 2018, retransmise sur notre chaîne Youtube. Éric Martel, chercheur spécialiste en IA, et auteur d'un livre sur le sujet, y intervenait.

Les travaux doivent se poursuivre en 2019, en lien avec ces ONG spécialistes des questions militaires et géopolitiques.

Voir aussi :

@ https://sciencescitoyennes.org/pourquoi-la-france-doit-sopposer-aux-robots-tueurs/

@ https://sciencescitoyennes.org/robots-tueurs-la-france-doit-soutenir-leur-interdiction/

Comprendre la post-vérité

Parachèvement du processus éditorial

Après un refus des éditions du Pommier (pressentis au départ), Maryvonne Holzem s'est mise en quête d'un éditeur pour publier l'ouvrage issu notamment du séminaire sur la post-vérité organisé sous l'égide de Sciences Citoyennes en 2017. Cela n'a pas été chose facile. C'est à l'Université Rebelle et Citoyenne des Mouvements Sociaux (Grenoble août 2019) que nous avons découvert de nombreuses petites maisons d'édition susceptibles d'être intéressées. Fin octobre les éditions du Croquant ont donné une suite favorable, en demandant quelques petites modifications (notamment une révision de l'article de *Conspiracy Watch* objet de quelques critiques). Le livre doit paraître en mai 2019.

Module d'une journée de formation à l'Université Rebelle et Citoyenne des Mouvements Sociaux

Nous avons co-organisé un module *L'ère de la post-vérité : ce que l'on nous donne à croire* avec les *Petits Débrouillards* et *Ritimo* le samedi 25 août. Le matin, Maryvonne Holzem et François Rastier ont proposé un apport théorique sur le sujet. L'après-midi, Michel Golberg et Marc Gustave (éducation à la pensée critique) se sont appuyés sur des retours d'expériences dans une session intitulée *Comment se fabrique de l'information : médias et citoyens* avec l'association *Ritimo*. 40 personnes ont participé le matin et 25 l'après-midi. Point négatif : une liste des participants (adresse courriel) a circulé mais sans suite jusqu'à ce jour). Point positif : Michel Golberg a rejoint Sciences Citoyennes.

Intervention à Avignon

Grâce à François (Warlop), Maryvonne Holzem est intervenue sur ce sujet le jeudi 11 octobre autour du film *Unfair Games* (Sciences en bobines) au cinéma *Utopia* (30 personnes) et le vendredi 12 octobre au *Café des Sciences citoyennes Inra Paca* à l'INRA d'Avignon (40 personnes). Un édito pour le journal de l'Inra Paca a été demandé « *Les sciences à l'ère des fake-news* ». Il devrait sortir en avril 2019.

Intervention à Dieppe

Attac nous a également proposé un débat autour du film *Unfair Games* (Sciences en bobines) le 19 octobre, il a rassemblé 25 personnes.

Décision au week-end stratégique 17-18/09

Lors du week-end stratégique 2018, Maryvonne Holzem, Michel Goldberg et Edgar Blaustein ont initié un groupe de travail sur la post-vérité. Il abordera notamment les questions suivantes : formation à la pensée critique, élaboration de l'argumentation, cartographie européenne sur ceux qui travaillent sur les *fake news*, maillage médiatique pour réagir rapidement aux *fake news*, recherche de financement pour se positionner sur le sujet...

Produire une analyse critique des technosciences

Géo-ingénierie

Manipulation du vivant

Produire une analyse critique des technosciences

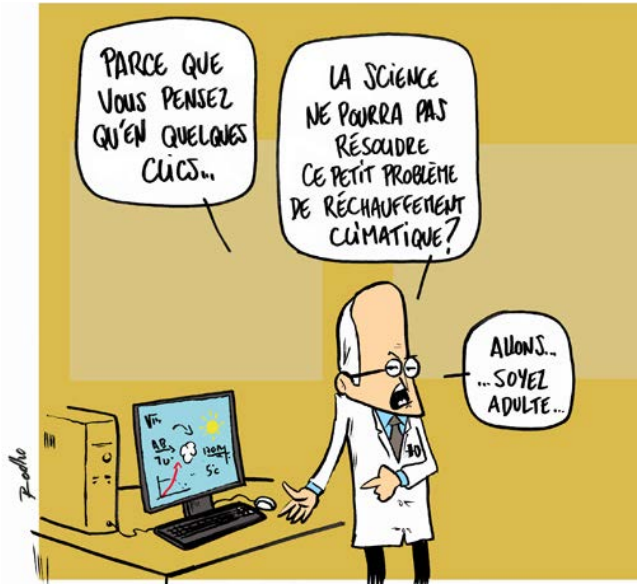
Géo-ingénierie et manipulation du climat à grande échelle

En 2018, il nous a encore été tragiquement donné de constater que le niveau des engagements nationaux pour le climat a monté moins rapidement que celui du thermomètre planétaire… Cette année, encore moins que les précédentes, nos décideurs ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas : en octobre 2018, le Groupe inter-gouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, le GIEC, publiait son rapport sur les conséquences d'un réchauffement de 1,5°C. Deux messages fort ressortaient de ce rapport. Premièrement, qu'un réchauffement climatique de 2°C aurait des conséquences bien plus lourdes que pour 1,5°C. Que ce soit en termes de canicules, de biodiversité, de ressources en eaux, de production agricole… un demi-degré de différence pourrait s'avérer lourd d'impacts. Deuxièmement : il est encore possible de tenir l'objectif 1,5°C, à conditions de réduire rapidement et drastiquement nos émissions de CO_2. Pour autant, l'issue de la COP24 de Katowice (Pologne) a consacré le désengagement des États, dont les engagements insuffisants nous maintiennent sur une trajectoire de réchauffement de plus de 3°C.

C'est dans ce contexte que, comme elle le fait depuis maintenant plusieurs années, Sciences Citoyennes a continué à se pencher sur les questions climatiques, d'une part pour décrypter des enjeux parfois complexes – les implications du rapport 1,5°C du GIEC ou les nouvelles émanations de la géo-ingénierie – et d'autre part pour appuyer la mobilisation pour la justice climatique, qui a pris en 2018 une ampleur inégalée.

Publications sur les émissions négatives

Les activités de sensibilisation et de décryptage autour des questions de géo-ingénierie se sont, cette année, consacrée sur un ensemble de techniques qui prend désormais une place prépondérante dans les modèles climatiques et les discussions internationales : les techniques de captation du CO_2, aussi appelées techniques à émissions négatives. La plupart des scénarios modélisés par les climatologues envisage un déploiement rapide et massif de ces technologies. Or, rien ne porte à croire qu'elles seront disponibles et fiables à si court terme, sans même parler des risques potentiels qu'elles représentent. A l'heure actuelle, ces techniques de captation de CO_2 ont néanmoins un effet pervers bien réel. Mises en avant de manière appuyée, elles font dévier les négociations climat des solutions réelles : les réductions d'émissions. Sciences Citoyennes s'est donc appliquée à décrypter les techniques et les implications de ces technologies à émission négative dans la presse militante (Basta !) et dans une fiche didactique.



Dessin de Rodho illustrant la tribune de Kévin Jean parue sur le site Basta ! (12 octobre 2018)

Débats

L'activité de Sciences Citoyennes dans la région de Rouen s'est faite en collaboration avec ATTAC Rouen, ATTAC Dieppe dans le cadre de la Coalition Climat Rouen qui regroupe plus de 30 associations, organisations syndicales et le «mouvement citoyen pour le climat». Cela s'est traduit par l'animation par Sciences Citoyennes de conférences/interventions/formations (Café ATTAC Rouen, réunion publique Dieppe et formations Coalition Climat Rouen) autour de l'analyse et du décryptage du rapport spécial du GIEC, des techniques à émissions négatives (TEN), du déroulement et du bilan de la COP24. Cette activité se poursuit actuellement dans le cadre des mobilisations et des marches pour le climat.

Le groupe de travail a également continué à diffuser et faire vivre ses décryptages au sein du mouvement social et du mouvement climatique. Ainsi, lors de l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens à Grenoble en août 2018, nous avons participé à un atelier intitulé « Eau, sol, agriculture : et si c'était essentiel pour le climat et notre avenir ? » au cours duquel nous avons mis en garde contre les pressions sur les écosystèmes naturels et cultivés que pouvaient engendrer certaines techniques de captation du carbone à large échelle. De même, nous nous sommes fait le relais en France de l'appel « Bas les pattes ! Ne touchez pas à notre Terre-Mère », signé par plus de 80 organisations à travers le monde et dénonçant les expérimentations et les effets politiques de la géo-ingénierie.

Enfin, l'implication de Sciences Citoyennes sur les questions de justice climatique est largement passé, en 2018, par le soutien aux marches pour le climat qui ont vu, en septembre, octobre et décembre des dizaines de milliers de personnes défiler dans les rues pour appeler à lutter

contre l'urgence climatique. À travers plusieurs appels et tribunes co-signés par une large coalition d'organisations, Sciences Citoyennes a voulu montrer comment les revendications pour la justice climatique, sociale et fiscale trouvaient leurs sources aux mêmes racines.

Manipulation du vivant

Formation aux nouvelles techniques de manipulation du vivant

Le 2 février 2018, Science Citoyennes a organisé, conjointement avec le Criigen (Comité de Recherche et d'Information Indépendantes sur le Génie génétique) une formation d'une journée sur les nouvelles techniques de manipulation génétique. Cette formation a eu lieu dans les locaux de la Fondation Charles Léopold Mayer et était destinée à un public cherchant à approfondir ses connaissances dans le domaine (essentiellement des militants associatifs, mais aussi des journalistes, juristes...).

Visuel présentant la formation sur les nouvelles techniques de manipulation du vivant (2 février 2018)

La matinée était consacrée aux techniques à proprement parler sous la forme d'une conférence-débat menée par le généticien moléculaire Christian Vélot. L'après-midi a donné lieu à des exposés et des échanges d'une part sur les usages et le déploiement de ces techniques, et d'autre part sur les aspects éthiques et démocratiques de la question en présence de la généticienne Catherine Bourgain et du biologiste Jacques Testart.

Cette formation a concerné une cinquantaine de participants (capacité d'accueil de la salle) et a rencontré un franc succès : plusieurs personnes n'ayant pu s'inscrire ont manifesté le souhait d'en réaliser une seconde édition. Une partie des présentations et des échanges sera mise à disposition de celles et ceux qui l'ont souhaité et le CRIIGEN envisage de produire un DVD reprenant pour bonne part les éléments de cette formation.

European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER)

Suite à la demande de plus d'information et de démocratie interne à ENSSER, en particulier à l'occasion de l'Assemblée générale de ENSSER de 2017 à Athènes et au constat de la faiblesse de son secrétariat pour amplifier les échanges avec l'ensemble des membres, il a été proposé que Sciences Citoyennes mandate Arnaud Apoteker pour candidater au Conseil d'administration (CA) de ENSSER en 2018 et ainsi faciliter les échanges d'informations et les interactions entre ENSSER et Sciences Citoyennes. Arnaud a été élu au CA de ENSSER en octobre 2018 et depuis informe Sciences Citoyennes des points pertinents discutés au CA : les activités de ENSSER pendant la COP/MOP CBD[22]-biosécurité à Sharm el Sheikh du 17 au 29 novembre 2018, la préparation d'un rapport et d'un séminaire sur le forçage génétique avec l'association suisse des scientifiques critiques à Berne le 24 mai 2019 et l'Assemblée générale de 2019 en octobre à Bielefeld (16 octobre) avec un séminaire sur le principe de précaution (14-15 octobre) et la réunion annuelle des organisations de scientifiques critiques.

22. Conference of the Parties – Meeting of the Parties (COP-MOP) – Convention of Biological Diversity (CBD)

Renforcer le tiers-secteur scientifique

Recherche participative

Boutiques des Sciences

Renforcer le tiers-secteur scientifique

Alors que les termes « participatif » et « co-construction » ont le vent en poupe[23], Sciences Citoyennes poursuit son travail, entamé dès sa création en 2002, visant à appuyer la constitution d'un tiers-secteur scientifique[24]. Ces dernières années, beaucoup d'actions sont dirigées vers le soutien à la recherche participative, vu comme un type de participation citoyenne à la recherche, où des membres d'une organisation de la société civile (association, ONG, groupe d'habitants ou de professionnels, etc.) s'associent avec des chercheurs académiques pour construire et mener ensemble un projet de recherche. Ces collaborations peuvent également être initiées et soutenues par les Boutiques des Sciences, structures à l'interface entre la société civile et l'université que Sciences Citoyennes contribue à faire réémerger en France.

23. Voir l'article du *Monde* recensant le mot « co-construction » comme un des quatre mots-clefs du pouvoir en place : https://urlz.fr/8I7c

24. Le tiers-secteur scientifique est constitué d'initiatives de la société civile dans lesquelles les citoyens, des militants associatifs ou syndicaux, des usages, des praticiens construisent collectivement des connaissances qui leur sont nécessaires. Il comporte une grande diversité de structures, d'objectifs, de moyens et de pratiques.

Recherche participative

Naissance d'un appel à projet de recherche participative : CO³, Co-Construction des Connaissances

Après des premiers contacts entre Sciences Citoyennes et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) en 2016, nos actions conjointes, contractualisées dans une convention, ont fait émerger en 2017 la constitution d'une communauté de pratiques des bailleurs de la recherche participative lors de deux journées de travaux en séminaire[25] prometteuses. Et les promesses ont été tenues, puisqu'a été ouvert au début de l'été 2018 le premier appel à projets de recherche participative du dispositif CO³, pour Co-Construction des Connaissances[26], soutenu par l'ADEME, la Fondation Charles-Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, la Fondation de France et Agropolis Fondation. La fondation Carasso a, depuis, rejoint ces bailleurs de la recherche participative dans le Comité de pilotage du dispositif, pour compter parmi les contributeurs à CO³.

Entre octobre 2017, date du second séminaire de travail et juillet 2018, date d'ouverture de l'appel à projet, Sciences Citoyennes a donc œuvré à la constitution d'un premier cercle restreint de bailleurs, se rejoignant autour de valeurs et d'ambitions communes. Celles-ci visaient à développer la production de connaissances co-construites entre des acteurs de la société civile et des chercheurs académiques, pour soutenir des actions dans le champ de la transition écologique et solidaire. Pour mettre au diapason les objectifs participatifs des projets de recherche et le fonctionnement du dispositif, une instance de gouvernance pluraliste a été mise en place (le Comité d'Orientation Scientifique Pluraliste, Cosp, comptant quatre représentants de la société civile, et quatre chercheurs) et des modalités particulières ont été proposées, comme le soutien à des projets en émergence (aide à la co-construction d'une problématique de recherche, en amont du projet) ou l'accompagnement des projets sélectionnés par un tiers-veilleur.

L'appel à candidatures a été ouvert pendant une courte période (juillet-septembre) afin de permettre l'inscription de CO³ dans l'exercice budgétaire 2018. 91 dossiers ont été déposés dans ce temps très court, laissant imaginer l'étendue des besoins de financement de nombreux collectifs de recherche participative. Chacun des 91 dossiers a été évalué par le Cosp, selon les critères d'évaluation figurant sur l'appel, répondant à quatre grandes catégories : la qualité du partenariat, la qualité scientifique du projet, la cohérence de la proposition et le positionnement sur les enjeux. Parmi les projets les mieux évalués, 18 projets ont été pré-sélectionnés : 6 projets consolidés et 12 projets en émergence. Sciences Citoyennes se félicite de cette dynamique qu'elle a contribué à faire naitre.

Séminaire sur l'accompagnement de la recherche participative

La quasi-totalité des projets pré-sélectionnés dans CO³ ont répondu présent à notre invitation pour un séminaire de travail sur l'accompagnement à la recherche participative, dont la programmation a été mise au point par un Comité scientifique réuni dans le cadre d'un projet mené avec la Fondation de France. Ce projet vise à expérimenter l'accompagnement de projets de recherche

25. Voir les comptes-rendus des travaux des séminaires aux adresses suivantes :
https://tinyurl.com/y2fd8ymk
https://tinyurl.com/y4yaqbzb
https://tinyurl.com/y5p7qqyn

26. Voir le site de Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8Iaq

participative soutenue par la Fondation de France par un Tiers-veilleur, selon la modalité qu'avait imaginé le programme REPERE (Réseau d'échange et de projets sur le pilotage de la recherche et l'expertise) porté par le ministère de l'Environnement entre 2009 et 2014. L'idée sous-jacente est de pallier les difficultés inhérentes à ce type de recherches, grâce à la présence d'un tiers apportant recul et conseils pour faciliter la co-construction des savoirs et la reconnaissance des différents types d'expertise à toutes les étapes de la recherche.

Le séminaire s'est tenu les 3 et 4 décembre 2018 et a réuni une cinquantaine de participants, de profils et d'expériences variés. Le séminaire[27] poursuivait deux objectifs, à savoir le partage d'expériences en matière d'accompagnement à la co-construction des savoirs et la formulation de propositions sur les fonctions du tiers-veilleur. Mené sur un mode participatif, les contributions de l'ensemble des participants ont permis de faire émerger des grandes lignes de convergence, qui permettront de mieux esquisser les rôles du Tiers-veilleur, à adapter aux besoins exprimés par les acteurs.

Accompagnement de projets en tant que Tiers-veilleur

De la théorie à la pratique, Sciences Citoyennes endosse le rôle de Tiers-veilleur auprès de trois projets de recherche participative, dans le cadre du projet soutenu par la Fondation de France et mentionné précédemment. Selon la nature, l'avancement et les besoins des projets, la place occupée par le Tiers-veilleur sera différent, de simple observateur des pratiques de co-construction à potentiel animateur de séances de travail participatives, en passant par toute une gamme d'autres missions possibles.

Le démarrage de ces expérimentations n'a pas été aisé dans un premier temps et montre l'importance du temps laissé pour que la confiance s'instaure au sein des collectifs de recherche.

Participation à la Commission Pluraliste REPERE

Le programme REPERE, après avoir permis le financement de projets de recherche participative entre 2009 et 2014, a laissé place à une commission pluraliste, soutenue par le ministère de la Transition écologique et solidaire et visant à approfondir l'analyse des conditions dans lesquelles devrait se dérouler la participation des associations à la recherche ; de formuler des recommandations sur les questions d'évaluation, de financement et de formation que pose la participation des associations à la recherche ; de veiller à la capitalisation et à la diffusion des conclusions issues des travaux conduits dans le cadre de REPERE. Sciences Citoyennes siège et participe activement aux travaux de cette commission. Nous avons animé la table ronde sur les dispositifs de construction des savoirs lors du séminaire REPERE organisé en juin 2018 sur « Les recherches participatives pour la transition écologique »[28].

Un nouveau projet européen pour 2019 - TeRRIFICA

Sciences Citoyennes a rejoint en 2018 un consortium de huit organisations européennes afin de préparer un nouveau projet – TeRRIFICA, Territorial Responsible Reasearch and Innovation[29] Fostering Innovative Climate Actions. Le consortium réunit trois institutions de recherche, trois associations, une institution publique pour la promotion de la science et une association d'universités. Le projet est soutenu par le programme de recherche européen Horizon 2020, dans le cadre du volet Science With and For Society. Il débutera en janvier 2019 pour une période de 3 ans et demi.

L'objectif de TeRRIFICA est d'identifier et de développer des mesures innovantes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, en imaginant des plans d'action régionaux construits avec différentes parties prenantes, en vue de les transposer à d'autres régions, et en expérimentant différents formats de collaboration entre les acteurs.

En parallèle d'un état des lieux de la recherche et des solutions existantes, des projets pilotes co-construits avec de multiples partenaires – société civile, scientifiques, décideurs politiques et entreprises – expérimenteront des mesures d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique, dans six régions européennes – en Allemagne, Biélorussie, Espagne, France, Pologne et Serbie.

Sciences Citoyennes s'occupera particulièrement d'accompagner la démarche évolutive de co-construction des six projets pilotes, et remplira le rôle de tiers-veilleur pour l'un d'entre eux – le projet CASDAR détaillé ci-dessous.

Agroforesterie et recherche participative

Afin de prolonger l'expérimentation du dispositif tiers-veilleur, Sciences Citoyennes s'est associée avec l'Association Française Arbres Champêtres et Agroforesteries (AFAC-Agroforesteries) pour mettre en œuvre le projet RESP'HAIES (RESilience et Performances des exploitations agricoles liées aux HAIES). Un consortium réunissant des chercheurs, des agriculteurs, des gestionnaires territoriaux, des conseillers, des formateurs et des enseignants, s'est donné pour objectif de « promouvoir l'implantation, la gestion et la valorisation multifonctionnelle des haies au sein des exploitations et des territoires locaux, pour qu'elles contribuent à la résilience des exploitations agricoles et à leurs performances économiques, environnementales et socio-territoriales. »

Dans ce projet d'une durée de trois ans, financé par le CASDAR (Compte d'affectation spécial « développement agricole et rural » du ministère de l'Agriculture), Sciences Citoyennes

27. . Programme du séminaire sur l'accompagnement de la recherche participative du 3 et 4 décembre2018 : https://tinyurl.com/yyxxrscd

28. Programme du séminaire organisé par la Commission Pluraliste REPERE le 27 juin 2018 : https://urlz.fr/8ldc

29. https://urlz.fr/8ICi

proposera un appui permettant de faciliter la co-construction des activités de recherche participative en lien notamment avec le projet TeRRIFICA mentionné précédemment. Reposant sur une démarche empirique, il s'agira avec les partenaires du projet d'identifier dans un premier temps les actions pour lesquelles les chercheurs et non-chercheurs peu habitués à travailler ensemble auraient le plus besoin de soutien. En parallèle de ce soutien méthodologique, Sciences Citoyennes aura à sa charge l'animation d'un comité inter-métiers, réunissant les partenaires de RESP'HAIES et des acteurs externes au projet (agriculteurs, futurs agriculteurs, enseignants et chercheurs), qui « permettra de valoriser l'expertise d'usage des structures professionnelles (associations, chambres, sociétés coopératives…) qui accompagnent les agriculteurs pour la gestion multifonctionnelle et la valorisation de leurs haies depuis parfois plus de trente ans ».

Boutiques des Sciences

Réseau francophone, réseau et conférence Living Knowledge

Afin d'offrir aux organisations de la société civile un interlocuteur capable de les mettre en lien avec le monde de la recherche dans le but de répondre à leurs besoins ou questions, Sciences Citoyennes accompagne depuis quasiment sa création les projets de Boutiques des Sciences (BdS) en France. Avec le soutien du réseau international dont elle est le point de contact national, elle a contribué à la naissance et, dans la plupart des cas, au développement de BdS à Cachan, Grenoble, Lyon, Lille et Montpellier.

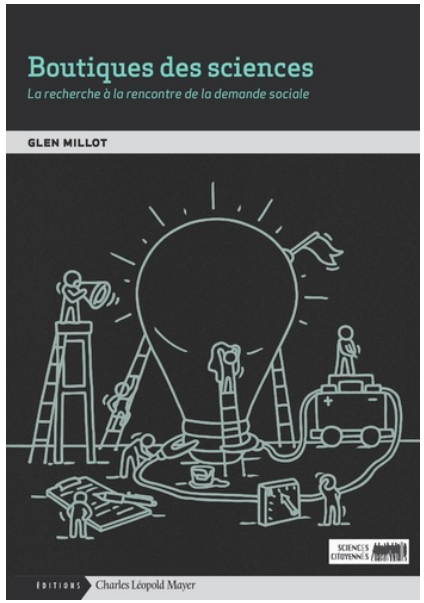
Accompagnés de collègues belges, canadiens et de plusieurs pays d'Afrique et des Caraïbes, nous nous sommes organisés, depuis 2015, en réseau francophone de manière à profiter de nos spécificités culturelles et de la facilitation des échanges qu'une langue commune autorise. En 2018, ce réseau s'est réuni à plusieurs reprises à l'occasion de la huitième conférence *Living Knowledge*[30] (LK8), organisée cette année à Budapest en Hongrie, et de rencontres organisées par la Boutique des Sciences Occitanie située à Montpellier, dont l'un des axes est de stimuler et accompagner les collaborations Nord-Sud.

De leur côté, les Boutiques des Sciences de Lyon et de Tunis, membres du consortium européen InSPIRES (Ingenious Science shops to promote Participatory Innovation, Research and Equity in Science[31]) poursuivent leurs travaux d'essaimage et de consolidation du réseau international des BdS.

Lors de la conférence LK8 mentionnée plus haut, nous avons co-organisé, avec des partenaires du projet InSPIRES, un atelier sur l'évaluation des Boutiques des Sciences, à la fois du point de vue des activités qu'elles accompagnent et en tant que structure. Nous souhaitions prolonger les travaux sur l'évaluation conduits lors du projet européen PERARES dont nous étions partenaires (https://urlz.fr/8PPQ). En réunissant des vétérans et des nouveaux entrants, l'objectif était de partager nos constats et nos idées dans un contexte où les dynamiques de rapprochement et de collaboration entre monde scientifique et société civile sont très fragilisées au profit d'une vision de la programmation de la recherche focalisée sur l'innovation technologique. Cet atelier se voulait le point de départ d'un processus de réflexion commune. Aussi, des webinaires ont-ils été programmés pour poursuivre à distance ces échanges.

« Boutiques des Sciences – La recherche à la rencontre de la demande sociale », Éditions Charles Léopold Mayer

Fort de cette quinzaine d'années d'expérience, et profitant d'un travail préliminaire commandé par la Boutique des Sciences de Lyon, Sciences Citoyennes, sous la plume de Glen Millot, a publié un ouvrage sur le sujet. Il aborde dans un premier temps la genèse des BdS aux Pays-Bas dans les années 1970, puis leur développement en France dans les années 1980, leur extinction quelques années plus tard, avant leur renaissance dans les années 2000. La partie suivante expose la manière dont ces structures fonctionnent, traitent les demandes, les traduisent en question de recherche et accompagnent les projets qu'elles soutiennent. Enfin, la dernière partie replace ces initiatives dans un contexte plus global national aussi bien qu'européen et propose quelques perspectives, notamment dans le cadre des rapprochements permis par le travail en réseau international.



Couverture de l'ouvrage de Glen Millot paru aux Éditions Charles Léopold Mayer

30. https://www.livingknowledge.org/lk8/
31. http://inspiresproject.com

Se mobiliser avec la société civile

Réseaux

Mouvements sociaux

Festival Sciences en Bobines

Se mobiliser avec la société civile

Sciences Citoyennes et les réseaux

Vous trouverez ci-après une liste des organisations ou réseaux avec lesquels Sciences Citoyennes est amenée à travailler à différents niveaux. Cette liste n'a pas prétention à l'exhaustivité mais a seulement pour but de témoigner de la grande diversité des acteurs avec lesquels Sciences Citoyennes mène ses actions et ses plaidoyers.

- *Réorienter la recherche :* Groupe de travail national Swafs, Coalition FP9
- *Responsabiliser la recherche et l'expertise :* ENSSER, Alter EU, MLA, ATTAC, CRIIGEN, InfOGM, Transparency International, PRIARTEM, Ligue des Droits de l'Homme, Corporate Europe Observatory
- *Produire une analyse critique des technosciences :* Avicenn, Comité de dialogues ANSES, ENSSER, Le Basic, ATTAC, CRIIGEN, PiNG, InfoGM, Confédération paysanne', Ingénieurs Sans Frontières, ETC Group, BEDE, Justice Pesticides
- *Renforcer le tiers-secteur scientifique :* GDR Parcs, CAC, Living Knowledge, Réseau francophone des Boutiques des Sciences, Confédération paysanne, Réseau Semences paysannes, BEDE, AFAC Agroforesterie
- *Se mobiliser avec la société civile :* CAC, CRID, COREDEM, Stop TAFTA, Coalition Climat
- *Transverse (tous les axes) :* Réseau Environnement Santé, FMSD, Sciences - Sociétés - Démocratie, Sciences Critiques, AlliSS

Mouvements sociaux

Sciences – Sociétés – Démocratie et Intercoll

Dans le précédent rapport d'activité, nous mentionnions l'initiative Sciences - Sociétés – Démocratie (SSD) dans laquelle se sont impliquées les associations Global Chance, AITEC, IPAM et Sciences Citoyennes depuis 2017. L'idée initiale était de mettre en œuvre un processus au long cours à même d'organiser un colloque en 2019.

Suite aux difficultés rencontrées pour rassembler des acteurs sur les thématiques que nous avions identifiées (du fait de la multiplicité de leurs engagements dans des réseaux et non d'un désintérêt pour notre proposition), nous nous sommes efforcés de redéfinir nos objectifs et les manières de les atteindre. Parallèlement nous avons mené une réflexion sur le financement de notre projet.

Contribuer à construire une alliance entre les scientifiques et les mouvements n'est pas une mince affaire. En effet, nous tenons à questionner non seulement le renouvellement de la pensée scientifique confrontée aux révolutions philosophiques de l'écologie et des nouvelles technologies mais aussi l'évolution de l'expertise confrontée au choix entre la démarche scientifique et le marché. Nous souhaitons également travailler sur l'approfondissement de la démocratie par rapport au pouvoir de l'expertise.

Nous avons jugé bon de programmer une série d'entretiens avec des acteurs-clés du monde de la recherche et de la société civile de manière à alimenter un processus d'échanges (séminaires, colloques) sur ce qui permettrait des avancées concrètes et opérationnelles. Un des aboutissements serait de parvenir d'une part à renforcer ou renouveler les synergies existantes et dans le même temps de publier un ouvrage didactique permettant d'éclairer et d'appuyer le plaidoyer de nos partenaires.

Par ailleurs les acteurs du processus SSD participeront à la mise en place du groupe de travail « Sciences et démocratie » du projet Intercoll, « un espace ouvert de débat, d'échange et de mobilisation des mouvements sociaux et citoyens. Il vise à participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir des travaux des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel, c'est pourquoi le site fonctionne en six langues (français, anglais, espagnol, portugais, arabe et mandarin).

De mars à août 2019, un stagiaire accompagnera le déploiement du projet SSD en participant à la conduite des entretiens mentionnés plus haut et à la constitution du groupe Intercoll.

5e Forum Mondial Sciences et Démocratie

Sciences Citoyennes, après avoir (co-)coordonné les quatre premières éditions du Forum Mondial Sciences et Démocratie (FMSD) entre 2009 et 2015 (à Belém, à Dakar puis à Tunis par deux fois) avait décidé de passer le flambeau. Flambeau qui fut saisi par des universitaires argentins et brésiliens investis dans les mouvements sociaux. Notre association a participé à l'élaboration des grandes orientations du forum qui s'est tenu en mars à Salvador de Bahia au Brésil et a prodigué un certain nombre de conseils aux organisateurs via le comité exécutif auquel elle a pris part. Faute de moyens suffisants, notre association n'a pas pu participer à cet événement. Pour autant, elle a été représentée par Edgar Blaustein (Global Chance) et par Gustave Massiah (IPAM, AITEC…) qui ont pu notamment présenter le processus SSD dans lequel Sciences Citoyennes est pleinement investi. De l'avis des participants, les débats ont été de haute tenue même si la participation a été relativement modeste (cela s'explique en particulier par le fait que l'événement s'est tenu dans un lieu différent du Forum Social Mondial auquel il était « adossé »).

Sciences Citoyennes ne peut que se réjouir de ce passage de témoin qui a permis de relancer un processus que notre association avait très largement contribué

à amorcer, développer, coordonner et organiser jusqu'en 2015.

Collectif des associations citoyennes

Dans la mesure de ses possibilités, Sciences Citoyennes maintient des liens forts avec le Collectif des associations citoyennes, en tenant le rôle d'administrateur de ce réseau riche et engagé. Des croisements d'informations permettent à notre association de se tenir informé et de revendiquer les libertés associatives, et les modes de financement les permettant. Le lien avec le CAC est également porteur de sens pour la défense de l'expertise citoyenne que soutient Sciences Citoyennes et pour la diffusion auprès d'associations de ce collectif de nos informations sur la recherche participative. C'est un travail de ce type qu'a mené le CAC et d'autres associations sur « La co-construction des politiques publiques » et qui va continuer à nous intéresser pour élargir notre réflexion sur la co-construction vue comme un outil démocratique d'émancipation.

CRID

L'essentiel de l'activité de Sciences Citoyennes avec le CRID s'est concentré sur une participation conséquente et un soutien financier à l'*Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens* que le CRID a coordonné avec Attac et qui s'est tenue à Grenoble du 22 au 26 août 2018. Des comptes-rendus de nos interventions vous sont proposés tout au long du présent rapport dans les rubriques afférentes. Des articles témoignant de nos activités sur place sont disponibles sur le site de notre association[32 33].

32. https://sciencescitoyennes.org/sciences-citoyennes-a-luniversite-dete-solidaire-et-rebelle-des-mouvements-sociaux-et-citoyens-grenoble-22-26-aout-2018/
33. https://sciencescitoyennes.org/retour-sur-luniversite-dete-solidaire-et-rebelle-des-mouvements-sociaux-et-citoyens/

Festival Sciences en Bobines

D'édition en édition, le festival Sciences en Bobines étend progressivement son existence puisqu'il a été organisé cette année sur l'ensemble du mois d'octobre. La 14e édition n'a pas pu bénéficier de la présence d'un-e stagiaire comme l'année précédente, mais l'équipe salariée de Sciences Citoyennes a su assurer la coordination du festival avec le même niveau d'investissement, ce qui a permis de maintenir un nombre de sessions similaire à la 13e édition. Cela tient aussi à sa forme décentralisée qui laisse une grande autonomie aux organisateurs et organisatrices de session dans la mise en place des projections-débats.

Le festival Sciences en Bobines a donc sillonné la France cette année encore à travers 20 villes et a reconstruit le pont transatlantique avec la ville de Chertsey située au Canada (Québec). Sciences en Bobines, festival international ! 27 sessions de projections-débats ont ainsi été organisées avec toujours la même diversité des thématiques abordées, des intervenants lors des débats mais aussi des formes d'événement. Certaines sessions étaient organisées avec les groupes scolaires, certaines avaient lieu dans des cinémas ou dans des médiathèques, certaines le soir tandis que d'autres se tenaient l'après-midi, certaines étaient accompagnées d'un repas…

Le festival bénéficie comme tous les ans d'une double dynamique fondée sur la fidélité de certains organisateurs et organisatrices qui s'investissent à chaque édition dans la mise en place d'une ou plusieurs sessions et l'arrivée de nouveaux organisateurs qui permettent au festival de découvrir de nouveaux territoires. Aux villes qui étaient impatientes de voir revenir le festival cette année (Avignon, Bures-sur-Yvette, Chertsey, Grenoble, Nantes, Orsay, Paris, Montreuil, Ruelle-sur-Touvre, Saint-Ouen-l'Aumône, Tarare, Villeneuve d'Ascq, Villeurbanne), 10 000 nouvelles villes ont accueilli le festival (Bécherel, Berck-sur-Mer, Chaussy, Dieppe, Garat, La Rochefoucauld, Vaulx-en-Velin). Cette dynamique permet de renforcer le réseau des coordinateurs/rices de session (environ 50 membres) au sein duquel se partagent informations, expériences et actualités sur la mise en place des sessions.

Climat, agriculture, manipulation du vivant, lanceurs d'alerte, nucléaire, déchets sont quelques-uns des thèmes choisis pour l'organisation des sessions. Cette 14e session a programmé 20 films ou documentaires différents qui ont permis de débattre avec des intervenantes et des intervenants habitués du festival, mais aussi avec de nouvelles personnes (chercheurs et ingénieurs, membres de la société civile et réalisateurs).

Affiche de l'édition 2018 du festival Sciences en Bobines

Un enjeu essentiel pour Sciences Citoyennes réside dans la poursuite des collaborations et la création de nouveaux partenariats, c'est pourquoi les sessions de projections-débats sont souvent organisées avec d'autres partenaires. Plus de 30 partenaires s'associent au festival au niveau national ou au niveau local.

Informer et convaincre

Sites web et réseaux sociaux

Chaine *Sciences Citoyennes* et radio

Bulletins d'information

Formations

Nouvelles expérimentations

Informer et convaincre

Sites web

Sciences Citoyennes est en charge de l'administration et de l'animation de 6 sites web qu'elle a créés. Le dernier en date est celui pour la Maison des Lanceurs d'Alerte. Le fait d'avoir développé l'ensemble de nos sites web sur une base WordPress permet d'en faciliter la maintenance, tout en nous laissant la possibilité d'adopter des structurations très différentes en fonction de la nature de chaque site : trois sites, plutôt institutionnels, présentent à la fois les missions et activités des structures ou réseaux concernées, tandis que les trois autres sites, étant reliés à des événements ou dynamiques spécifiques, ont moins besoin d'être dynamiques ou seulement ponctuellement, au moment des temps forts des événements qu'ils accompagnent.

@ https://sciencescitoyennes.org

Site historique et principal de l'association, cet espace comprend une partie en français, quelques articles en anglais, ainsi qu'un espace dédié pour nos adhérents. À mi-chemin entre un site ressources et un site d'actualités, ce site web propose près de 1 800 articles, dont 70 en 2018, soit une hausse de 32 % par rapport à 2017. Ils sont regroupés dans quatre rubriques : « Démocratisation de la science », « Déontologie de la recherche », « Tiers-secteur de la connaissance » et « Nos (pro)positions et actions ». Cette grande hétérogénéité rend parfois difficile l'accès aux contenus et nous invite à repenser l'organisation du site de manière générale, afin de tenir compte de la diversité de nos publics. La refonte du site fait donc partie de nos projets à moyen terme.

Quelques éléments statistiques :

L'augmentation de la consultation du site observée en 2017 s'est poursuivie, avec près de 12 000 visiteurs uniques par mois en 2018 contre 9200 en 2017, soit une hausse de 30 %. Le nombre de visites est pour autant relativement stable, passant de 29 000 visites en 2017 à 31 000 visites en 2018 (soit +7 %). Comme en 2017, la poursuite de nos activités en réseau peut expliquer cette meilleure visibilité.

La consultation du site a continué à évoluer cette année, avec une forte augmentation du nombre de visites découlant de l'utilisation de moteurs de recherche (+ 106 %). Les visites directes (à partir de signets ou de liens dans un courriel) représentent cependant l'essentiel des consultations (87 % en 2018 contre 91 % en 2017). Le nombre de visites provenant de liens sur d'autres sites est quant à lui stable, à hauteur de 3,6 % comme en 2017.

La console de Google Search confirme les observations de 2017, à savoir que notre position dans les résultats de recherche est meilleure sur smartphone (10,6e position) ou tablette (14e) que sur ordinateur (33,5e) alors que notre site n'est pourtant pas optimisé pour la consultation sur appareils mobiles. Notre position moyenne, tous appareils confondus, est similaire à celle de 2017 : 27,5 au lieu de 27, avec une pointe à 10,9 en juin 2018.

@ https://www.fmsd-wfsd.org

Le site web rend compte de la 5e édition en proposant notamment le programme ainsi que quelques vidéos. Il a été pris en charge par les organisateurs de cet événement.

@ https://sciencesenbobines.org

Ce site dédié au festival Sciences en Bobines comporte chaque année une centaine de pages, mises à jour en août-septembre, de manière à permettre aux visiteurs de consulter le programme par différents points d'entrée

(film, date, ville ou intervenant). Il est donc remis à neuf chaque année, tout en permettant de consulter le programme des éditions précédentes. Le festival ayant lieu en octobre, les pics de consultation du site ont lieu au cours des mois de septembre et octobre.

Une page regroupe une présentation de la cinquantaine de partenaires du festival avec des liens vers leurs sites web, ce qui permet grâce aux liens en retour de renforcer la diffusion des informations concernant le festival, bien que l'expérience nous ait montré que ce mode de communication n'est pas toujours le plus adapté pour toucher le public localement.

@ https://sciences-societes-democratie.org

Le site web de l'initiative SSD a très peu évolué au cours de l'année écoulée. L'essentiel de notre travail ayant porté sur une réorientation du processus et la meilleure manière de mener à bien notre projet, il était difficile d'en rendre compte. Cela va changer en 2019 avec notamment le soutien d'un stagiaire.

@ https://recherche-responsable.org

Un site dédié a été mis en place pour soutenir le triptyque de colloques sur la responsabilité scientifique. Il fournit aux intéressés de nombreux éléments sur le programme et les intervenants. Il permettait également de réserver en ligne.

Le « format » proposé nous a semblé plus adapté que celui du site web de notre association.

@ https://mlalerte.org

Sciences Citoyennes a assuré le développement du site de la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA), ouvert en novembre 2018, au moment du lancement de la campagne de démarrage de cette nouvelle structure. Pour le moment, conçu comme un site ressource, son contenu sera amené à évoluer en fonction des besoins de communication de la MLA.

Réseaux sociaux

Facebook

Nous avons, comme l'année dernière, gagné environ 250 abonnés pour atteindre près de 2900 en fin d'année. Les thématiques « alerte », « secret des affaires » et « manipulation du vivant » sont celles qui ont entraîné le plus de réactions et de partages. Le festival Sciences en Bobines, du fait du travail en partenariat, occasionne également de nombreuses vues. Nous nous sommes attachés cette année à utiliser plus d'images pour la promotion de nos événements mais nous ne pouvons pas en mesurer l'impact. Cela étant dit, il nous semble important de poursuivre cette démarche et nous allons nous doter de nouveaux visuels pour participer à la communication autour des valeurs, événements et travaux de notre association. Facebook constituera un des moyens de valoriser lesdits visuels.

Twitter

Notre nombre d'abonnés Twitter, quoiqu'en augmentation de plus de 20 %, reste très modeste en s'établissant à 1143 au lieu de 939 en 2017. Sans s'être adonné à des live-tweets à proprement parler, nous avons plus systématiquement accompagné nos événements via ce média. Cette pratique reste cependant à mûrir.

Avec 135 tweets en 2018, notre usage de Twitter reste relativement anecdotique, même s'il est en forte croissance sur les derniers mois (d'environ un tweet par semaine en début d'année à presque un tweet par jour sur la fin de l'année, en moyenne). Les tweets les plus repris sont, sans surprise, ceux connectés à des mobilisations avec des partenaires (Université d'été, Sciences en Bobines, Maison des Lanceurs d'Alerte, coalitions sur le programme de recherche européen ou sur le secret des affaires en France) ou à des publications (article sur la géo-ingénierie dans Bastamag). Les apéros-débats, nouveau format de débat mis en place en 2018, fait l'objet d'un grand nombre de reprises, sans pour autant que cette visibilité soit suivie

d'une affluence significative lors de ces événements. Il est de manière générale très difficile d'évaluer la portée réelle de ce type d'outils.

Chaîne YouTube et radio MixCloud

Chaîne YouTube

Nous avons poursuivi la mise à disposition de vidéos sur YouTube soit pour des teasers (colloques sur la recherche responsable, création de la Maison des Lanceurs d'Alerte…) soit pour des formats plus longs (colloques en intégralité, formations, capsules…). Cette année, nous avons également proposé quelques livestreams notamment pour les apéro-débats. Nous devons faire l'amer constat que nous ne maîtrisons pas encore ce canal de diffusion et que les vidéos restent très peu vues. Nous tâcherons d'améliorer les choses en 2019 en prenant des conseils et en proposant des formats plus accessibles.

Radio MixCloud

Nous avions expérimenté la radio MixCloud les années précédentes mais nous n'avons pas développé plus avant ce mode de diffusion cette année. Nous devons réfléchir à d'autres moyens de proposer des podcasts par exemple.

Bulletins d'informations

Le nombre de bulletins d'information est cette année en forte augmentation (de 16 en 2017 à 25 en 2018, soit + 56 %). Les envois sont par ailleurs mieux répartis sur l'année (entre 7 et 8 bulletins pour les 1er, 2e et 4e trimestres). La tenue des colloques responsabilités à ces différentes périodes est en grande partie responsable de cette meilleure répartition. Notons que la très grande majorité des bulletins envoyés portaient sur une actualité unique (formation sur la manipulation du vivant, colloques responsabilité, Université d'été, Sciences en Bobines, Maison des Lanceurs d'Alerte, etc.). Les bulletins présentant une diversité de sujets n'ont représenté que 20 % des envois.

Nous avions annoncé l'année dernière que nous allions réajuster la liste de nos inscrits puisque les adresses qui ne sont plus utilisées n'étaient pas supprimées automatiquement. En plus de nous attirer les foudres des systèmes anti-spams qui réagissent lors d'envois en nombre à des adresses inexistantes, nous avions une évaluation erronée du nombre de lecteurs. Ce ménage ayant été fait, le nombre de nos abonnés se monte à un peu plus de 3 000, dont 158 inscriptions en 2018.

Formations

Depuis plus de quinze années que Sciences Citoyennes mène un travail d'analyse et de plaidoyer sur différents thèmes liés à la démocratisation de la science, l'association a acquis un recul et des connaissances à partager. Elle a désormais mis en ligne un catalogue de formations que ses membres sont susceptibles de mener. Sept grandes rubriques ont été proposées :

- Les procédures participatives ;
- Les lanceurs d'alerte ;
- Les associations et le savoir scientifique ;
- La manipulation du vivant ;
- La géo-ingénierie ;
- Les politiques de recherche ;
- La responsabilité scientifique.

Nous invitons chaque adhérent à consulter ces propositions et à envisager comment les mettre en œuvre dans un cadre militant ou professionnel, sans oublier les jeunes publics et les docteurs en formation[34]. Certains de ces sujets ont donné lieu à des sessions de formation, partiellement financés par le Fond de Développement de la Vie Associative.

L'association s'est formée elle-même au cours de cette année, grâce à la coopérative d'éducation populaire l'Orage. Il s'agissait de chercher à mieux comprendre les enjeux de la coopération, en convoquant les apports théoriques sur les principes de l'éducation populaire et en expérimentant des techniques et méthodes pour favoriser la démarche coopérative. Cette formation visait à la fois à améliorer le fonctionnement collectif au sein de l'équipe salariée et des instances, ainsi qu'à alimenter notre réflexion sur les moyens de mettre en œuvre une participation réelle en recherche.

Nouvelles expérimentations

Récits Nature

L'association nantaise PiNG avec laquelle nous organisons une session ligérienne du festival Sciences en Bobines depuis 2013 et qui nous a notamment invités à partager nos travaux sur la géo-ingénierie lors d'une exposition sur l'anthropocène en 2016 nous a proposé de participer à une expérience nouvelle pour nous dans le cadre du programme Récits Nature. Ce dernier s'inscrit dans le prolongement de la mutation qu'opère l'association nantaise depuis plusieurs années : « D'une activité centrée sur numérique et société, l'association s'est ainsi ouverte à des méthodes pour décortiquer les controverses scientifiques et environnementales contemporaines ». Concrètement, PiNG a souhaité, via Récits Nature, « s'ouvrir à de nouvelles formes de récits de la nature aux croisements des pratiques scientifiques/artistiques/techniques. Par des résidences, ateliers, débats, projections, il s'agira de proposer une autre lecture de la nature, plus ancrée dans l'expérience sensible des transformations qu'elle connaît ».

Notre mission a consisté à rendre compte, en collaboration avec l'illustrateur Hermès Germé, sous plusieurs formes de divers événements organisés dans le cadre de ce projet (l'atelier Machine Wilderness, la conférence-débat Codex Amphibia et l'université d'été « relookée » Summerlab). Aussi avons-nous publié des notes de blog rédigées dans un style léger et accessible agrémentées d'illustrations humoristiques ou décalées. Ces productions sont disponibles sur le site web de PiNG :

34. Voir sur le site de Sciences Citoyennes : https://urlz.fr/8Jpc

@ http://ressource.pingbase.net/recits-nature/machine-nature-wilderness/

@ http://ressource.pingbase.net/recits-nature/codex-amphibia/

@ http://ressource.pingbase.net/recits-nature/summerlab-2018/

Nous avons aussi proposé un méta-récit « plus proche de la fiction que de la BD documentaire. On retrouve ici et là dans [ce] roman graphique des clins d'œil aux différentes expériences dont [nous avons] été les témoins avec une grande part de liberté et d'imagination de [notre] côté qui, nous l'espérons, laissera chaque lecteur s'approprier ce récit en écho ou non avec le programme Récits Nature ». Le méta-récit de miss PiNG est également disponible sur le site web de PiNG :

@ http://ressource.pingbase.net/recits-nature/le-meta-recit-de-miss-ping/

Extrait du méta-récit proposé dans le cadre de Récits Nature

Cette expérience exploratoire nous permettra d'aborder la valorisation des autres projets de Sciences Citoyennes sous un regard nouveau et dans un registre plus accessible et appropriable par un public non averti.

En ce sens, de nouvelles collaborations avec l'illustrateur Hermès Germé sont prévues dans les années à venir.

Apéro-débats

Nos apéro-débats ont été pensés dans un format court (19h30-21h30) pour permettre une ou deux interventions et des discussions, puis une rencontre informelle entre les participants, sur des thèmes que Sciences Citoyennes souhaite approfondir. Expérimentée en 2017, la formule a donné satisfaction de par la qualité des débats et le faible investissement demandé pour son organisation, cela sous réserve que l'événement se tienne dans les locaux de l'association. Pour pallier l'unicité de lieu, nous avons mis en place la retransmission en direct sur notre chaine YouTube des interventions et des échanges. Le nombre limité de participants lors de certaines sessions nous encourage cependant à bien cibler les publics et les sujets.

En 2018, cinq événements de ce type ont été proposés (voir les intitulés et dates ci-dessous) :

- « Le transhumanisme », le 9 mars (Bibliothèque de Montreuil-Sous-Bois)
- « L'obligation vaccinale à l'épreuve de la démocratie », le 21 mars
- « Contre les robots tueurs », le 7 novembre
- « Pas de plastique dans nos assiettes », le 10 décembre
- « Recherche médicale responsable », le 17 décembre

Sciences Citoyennes dans les médias et les librairies (liste non exhaustive)

Vous trouverez ci-après quelques apparitions médiatiques et les ouvrages écrits par des administrateurs ou salariés de l'association.

Livres

- *Au péril de l'humain - Les promesses suicidaires des transhumanistes* de Jacques Testart et Agnès Rousseaux aux éditions du *Seuil.*
- *Pas de plastique dans nos assiettes - Des perturbateurs endocriniens à la cantine* par le collectif Cantine sans plastique aux éditions du Détour.
- *Boutiques des Sciences – La recherche à la rencontre de la demande sociale* par Glen Millot aux Éditions Charles Léopold Mayer (ECLM).

Tribunes et articles

- « Sciences Citoyennes et les États généraux de la bioéthique » par Catherine Bourgain et Jacques Testart dans *Libération* le 25 septembre 2018.
- « Bioéthique et mythologie du progrès » par Jacques Testart dans *La Décroissance* n°154, novembre 2018.
- « La bioéthique à l'épreuve de la démocratie » par Jacques Testart et Marie-Angèle Hermitte sur le site lefigaro.fr le 23 mai 2018.
- « Le transhumanisme n'est qu'un eugénisme relooké » par Jacques Testart dans *Usbek Rica* le 08 avril 2018.
- « La bioéthique en révision : quelques réflexions sur les pratiques actuelles et à venir dans la procréation médicalisée » par Jacques Testart dans *Les Possibles* (n°16, avril 2018) et *Les Z'indigné(e)s* (printemps 2018).
- « Nous allons vers une humanité à deux vitesses » par Jacques Testart dans la série « Je ne serais pas arrivé là si… ». Propos recueillis par Catherine Vincent, *Le Monde*, 8-9 avril 2018.
- « Capturer massivement les émissions de CO2 plutôt que de les réduire : pourquoi c'est une illusion » par Kévin Jean pour le site de *Basta !* le 12 octobre 2018.
- « Dompter le climat… pour ne rien changer. », entretien avec Kévin Jean pour L'*Humanité Dimanche* daté du 6 au 12 décembre 2018.

N.B. Sciences Citoyennes est apparue à la télévision ou à la radio mais la liste des interventions serait rébarbative. C'est notre président d'honneur, Jacques Testart, qui est sollicité (interventions sur France Inter, Europe 1, Radio Canada, TV5, TSR, France Culture...). Par ailleurs, Kévin Jean, président de l'association, a co-signé plusieurs tribunes disponibles sur notre site.

Animer l’association

Adhérents et donateurs

Conseil d’administration et bureau

Équipe salariée

Animer l'association

Adhérents et donateurs

Adhérents 2018

En 2018, le nombre de nos membres et bienfaiteurs est en augmentation par rapport aux années précédentes. En effet, Sciences Citoyennes compte 209 adhérents et 23 donateurs, contre 157 adhérents et 15 donateurs en 2017, sans compter les sympathisants qui manifestent leur soutien par l'achat de livres et la présence lors des colloques ou des évènements organisés par l'association (apéro-débats, festival Sciences en Bobines, etc.)

Par ailleurs, nous poursuivons depuis fin 2017 notre partenariat avec la plateforme HelloAsso, dont les services très satisfaisants permettent entre autres d'adhérer en ligne et de générer automatiquement les reçus fiscaux si les adhérents souhaitent en recevoir. En 2018, nous avons reçu 51 adhésions par le biais d'HelloAsso, ce qui confirme l'utilité de ce système. Nous utilisons également cette plateforme pour l'inscription à nos événements lorsque le nombre de places est limité.

Espace Adhérents

Un espace réservé aux adhérents a été ouvert en 2017 avec pour objectif de renforcer les liens avec et entre les adhérents. Cet espace offre aux adhérents de l'association la possibilité d'interagir suivant un mode d'implication croissant. Ainsi dans le premier onglet, l'adhérent a à sa disposition un livret d'accueil qui présente le fonctionnement de l'association et les groupes de travail actifs. Puis de gauche à droite, les onglets « S'informer », « Échanger », « Contribuer » et « Participer » proposent différentes modalités d'interaction avec notre association, de l'inscription à des revues de presse à la participation aux Conseils d'administration. Sur la droite figure une rubrique « Petites annonces » dans laquelle nous publions nos sollicitations et appels à bonne volonté. Enfin, toujours placé à droite, un agenda collaboratif, auquel les adhérents peuvent contribuer, informe d'événements spécifiques à l'association (dates des Conseils d'administration, par exemple).

Nous avons évalué en 2018 la réalité de son utilisation : celle-ci n'est pas satisfaisante. Il semble pourtant, d'après les résultats des discussions menées avec plusieurs adhérents lors du weekend stratégique de l'association en novembre 2018, que cet espace soit pertinent par rapport aux besoins de nos adhérents. La question qui se pose donc en 2019 est de savoir comment faciliter l'accès à cet espace et rendre connue son existence auprès d'un plus grand nombre d'adhérents, afin qu'il soit utilisé à son plein potentiel.

Appel aux dons

L'année dernière, nous avons tenté pour l'appel aux dons une formule à la fois assez conventionnelle mais plus visuelle que les appels des années antérieures, tout en utilisant les capsules vidéo réalisées avec certains administrateurs par le passé comme support pour aller plus loin et non plus comme message principal.

Forts de cette expérience, cette année, nous avons conservé une approche sans vidéo, qui passe par un support très visuel. En termes de communication sur nos travaux, nous avons également choisi de mettre en exergue les succès obtenus en 2018 grâce à la mobilisation longanime des équipes de l'association. Nous avons notamment ciblé la création de la Maison des Lanceurs d'Alerte et le dispositif CO^3. Cela nous a permis d'insister sur la confiance que peuvent avoir les publics en nos capacités d'aboutissement à des résultats concrets grâce à un engagement au long cours, tout en patience et ténacité. Nous avons également rappelé nos autres chantiers actuels, tels que ceux concernant la géo-ingénierie ou les conventions de citoyens.

En termes de montants, la somme récoltée suite à cet appel est inférieure à celle de l'année précédente. Cependant, il est à noter que cette différence de montant entre les dons 2018 et les dons 2017 est due à la contribution exceptionnelle d'un bienfaiteur particulièrement généreux l'année passée (et lié à la défiscalisation des dons pour les impôts sur la fortune, forme d'imposition disparue en 2018). Mis à part cela, le nombre de donateurs en nette augmentation est de bonne augure.

Par ailleurs, il est à noter que pour les dons également, la plateforme HelloAsso rencontre un grand succès : l'essentiel des dons reçus en 2018 a effectivement été perçu par ce biais (soit 20 dons sur 23 au total), ce qui confirme que les donateurs apprécient ce système.

Implication bénévole

Que ce soit par le travail d'équipe sur chacun de nos projets (organisation par groupes de travail), par l'implication des administrateurs ou par les actions menées par beaucoup de nos adhérents localement (en particulier dans le cadre du festival Sciences en Bobines), le travail bénévole soutient et fait vivre l'association. Nous continuerons dans les mois qui viennent à imaginer et à soutenir toujours plus les actions de ce type. Nous avons choisi de ne pas évaluer quantitativement et financièrement cette participation, démarche qui nous semble contraire aux choix volontaires et militants des personnes impliquées. Cela ne doit pas empêcher la reconnaissance collective que nous avons pour le temps et l'énergie consacrés par chacun des bénévoles.

Conseil d'administration (CA) et bureau

Le Conseil d'administration a compté 27 personnes en 2018, avec une représentation féminine minoritaire (10). À noter, toujours, une forte présence de membres exerçant ou ayant exercé le métier de chercheur dans le CA élu lors de l'Assemblée générale du 07 avril 2018. Le relatif rajeunissement du Conseil constaté en 2017 se poursuit en 2018. Celui-ci se réunit environ toutes les 8 semaines, soit en début de soirée en semaine, la majeure partie des cas, soit dans un format long deux fois par an. Leur créneau plus large et hors semaine permet d'entrer plus avant dans les sujets et de réaliser un travail collectif dans la construction du plaidoyer ou la définition de la stratégie.

Le bureau émanant du CA est composé de 6 personnes Un nouveau président a été élu en 2018 en la personne de Kévin Jean. Le bureau se réunit à l'occasion de chaque CA, et entre ces rendez-vous, toutes les 4 semaines environ. Le bureau prend en charge les décisions opérationnelles ne requérant pas la validation du CA.

Assemblée générale de Sciences Citoyennes 2018

Il faut noter que la décision a été prise en 2017 de mettre à disposition au sein de l'espace adhérent les comptes-rendus des réunions du CA ainsi que l'agenda. Cette décision a été précisée en 2018, la question s'étant posée de savoir si ces comptes-rendus devaient ou non être anonymisés. La réponse est qu'ils le seront pour les membres du CA qui en font la demande expresse. La mise en ligne de ces comptes-rendus permet une meilleure circulation des informations avec l'ensemble des adhérents, qui sont par ailleurs conviés à participer au CA, sans toutefois disposer d'une voix décisionnelle.

Week-end stratégique

En novembre 2018, l'association a organisé un weekend stratégique, qui a lieu tous les deux ans, selon la coutume en place dans la structure. Y ont participé une grande partie des membres du CA ainsi que tous les membres de l'équipe salariée. Par ailleurs, initiative nouvelle et fructueuse, ont été tiré au sort plusieurs adhérents de l'association non membres du CA pour venir participer à cet événement, au cœur de la prise de décision sur le fonctionnement et sur les sujets portés par leur association. Leur présence a permis un dynamisme accru dans les réflexions menées lors de cette session de travail collectif sur les grandes orientations de la structure, et un renforcement des liens de Sciences Citoyennes avec sa base d'adhérents.

Par ailleurs, lors de ce weekend, l'association a fait appel à la SCOP L'Orage, spécialiste de l'éducation populaire, pour aider les équipes bénévoles et salariées à mettre en discussion les enjeux importants pour la structure de manière plus collective. L'intervention de L'Orage a eu des résultats positifs sur les discussions qui ont permis de souligner un certain nombre de points à mettre en travail au sein de l'association et d'aborder collectivement les rapports salariés/bénévoles/membres du CA.

Équipe salariée

Cette année encore, la composition de l'équipe salariée a été changeante au cours de l'année : en juillet, l'équipe a connu le départ d'un employé en CDI présent de longue date dans la structure, Christophe Morvan. Celui-ci était parti en congé formation plusieurs mois auparavant et son remplacement a donné lieu au recrutement de deux personnes sur des postes à temps partiel : Marie Laot (sur les missions de ce salarié) et Fleur Gorre (en tant que chargée de mission). Le départ s'est matérialisé par une rupture conventionnelle négociée avec le salarié afin de lui permettre une fin de contrat facilitée après ses nombreuses années de service à l'association.

Depuis, Fleur Gorre a terminé son CDD, puis est partie naturellement vers une autre structure, Générations futures, avec laquelle nous collaborons régulièrement.

Il faut noter également que Marie Laot, dont le poste, d'une durée de quinze heures hebdomadaires, était partagé durant plusieurs mois entre Sciences Citoyennes et l'Institut Veblen, une association partenaire, est à présent uniquement en service chez Sciences Citoyennes. Il a en effet été estimé que les quinze heures hebdomadaires prévues par le contrat étaient nécessaires aux besoins de l'association et qu'un partage du temps de travail n'était plus judicieux.

Une stagiaire en Master1 à AgroParistech, Lucile Rabiet, a également enrichi l'équipe entre mai et août, durant quatre mois. Son travail a fait l'objet d'un rapport qui a été communiqué avec les administrateurs et dont la valeur a été très reconnue par les membres de l'association.

Les mouvements de l'équipe se poursuivent en 2019 avec le recrutement d'une personne en CDD pour 12 mois, Charlotte Coquard, sur un poste en lien avec le projet TeRRIFICA.

Ces fluctuations n'ont pas affecté la vie de l'équipe ni la qualité du travail fourni. Par la continuité de membres salariés et bénévoles stables, nous avons assuré la prise en charge des projets et l'animation de l'association sans interruptions ni délais. Nous pouvons nous féliciter de cette continuité et de la richesse apportée par l'ensemble de ces personnes.

Agrément service civique

Pour poursuivre la diversification des profils de ses membres, l'association a choisi de faire une demande d'agrément pour recevoir en son sein un ou plusieurs jeunes en service civique en 2019. Cette demande a été acceptée pour un service civique d'une durée de dix mois.

Le recrutement d'un jeune s'avère en revanche difficile, les candidatures à la période de l'année où l'offre a été posée (fin 2018) ayant manqué. Nous verrons en 2019 si ce recrutement aboutit effectivement. Cela représenterait une richesse pour l'association d'intégrer un ou des éléments jeunes et dynamiques, qui puissent être force de proposition et de renouveau à travers leur vision de nos sujets et la manière de les présenter à nos publics.

Calendrier des activités de l'association

Ateliers

Projections - Débats

Conférences

Stands

Formations

Tables rondes

Calendrier non exhaustif des activités de l'association

Janvier

13 janvier 2018 - Intervention de Jacques Testart à l'Université du bien commun à Paris

18 janvier 2018 - Intervention de Christian Vélot à Vendôme (41) sur le thème « Les OGM sous toutes leurs facettes »

25 janvier 2018 - Intervention de Glen Millot au MUCEM à Marseille dans le cadre de la « Nuits des idées : Forum des lanceurs d'alerte » lors de la table ronde « La protection juridique des lanceurs d'alertes. État des lieux et revendications » (animée par Daniel Ibanez - Salon Des livres et l'alerte - avec Nicole Marie-Meyer - Transparency France - et Virginie Rozière - députée européenne)

31 janvier 2018 - Intervention de Aude Lapprand à l'événement « Open Science for Open Health Transitioning to knowledge management and governance that benefits all », co-organisé par Health Action International et The Common Networks, co-sponsorisé par les députés européennes Lola Sanchez, Nessa Childers et Michèle Rivasi, au Parlement Européen (Bruxelles)

31 janvier 2018 - Intervention de Jacques Testart à Agro-Paris Tech (UFR Gestion du vivant)

Février

2 février 2018 - Formation conjointe Sciences Citoyennes - Criigen sur les nouveaux OGM à Paris en présence de Catherine Bourgain, Jacques Testart et Christian Vélot

7 février 2018 - Intervention de Jacques Testart dans le cadre du Master d'éthique médicale à Nantes

15 février 2018 - Audition de Jacques Testart par la Cour de cassation sur l'utilisation de l'embryon

Mars

6 mars 2018 - Intervention de Jacques Testart au Pôle Risques de l'Université de Caen

9 mars 2018 - Apéro-débat sur le thème du transhumanisme à la bibliothèque de Montreuil-sous-Bois

13 mars 2018 - Intervention de Jacques Testart à Amiens

21 mars 2018 - Apéro-débat sur le thème « L'obligation vaccinale à l'épreuve de la démocratie » à la FPH (Paris)

23 mars 2018 - Audition de Jacques Testart par le Conseil d'État à propos du cadrage de la loi sur la bioéthique

27-28 mars 2018 - Atelier Scénario animé par Glen Millot (Sciences Citoyennes) et Raphaëlle Anginot (MSH Sud) à l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro, Montpellier sur le thème « Innovons ensemble pour le monde de demain ! Créons une Boutique des Sciences en Occitanie ! »

Avril

4 avril 2018 - Intervention de Christian Vélot à Mûrs-Erigné (49) sur le thème « Les perturbateurs endocriniens et leur impact sur nos gènes »

5 avril 2018 - Intervention de Christian Vélot au Lycée agricole du Chesnoy à Amilly (45) sur le thème « OGM cachés, nouveaux OGM, OGM transgéniques, où en est-on ? »

6 avril 2018 - Rendez-vous de Aude Lapprand avec le sénateur Joël Labbé pour son invitation à tenir le 1er colloque « Pour une recherche scientifique responsable » au sein du Palais du Luxembourg

6 avril 2018 - Premier colloque du cycle « Pour une recherche scientifique responsable » sur le thème « La responsabilité des institutions » au Palais du Luxembourg à Paris

14 avril 2018 - Intervention de Jacques Testart au festival Le Livre à Metz

17 avril 2018 - Intervention de Jacques Testart pour le Grand Orient de France

28 avril 2018 - Intervention de Christian Vélot aux Sables d'Olonne (85) sur le thème « Perturbateurs endocriniens et épigénétique »

Mai

3 mai 2018 - Intervention de Christian Vélot à l'Université du Temps Libre à Évry (91) sur le thème « Les perturbateurs endocriniens et leur impact sur nos gènes »

12 mai 2018 - Participation de Fabien Piasecki aux ateliers « Sciences Citoyennes et recherche participative » organisés par l'association PiNG à Nantes

18 mai 2018 - Intervention de Jacques Testart au festival L'histoire à venir à Toulouse

29 mai 2018 - 2e colloque du cycle « Pour une recherche scientifique responsable » sur le thème « Les pratiques du métier de chercheur » à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris)

30 mai 2018 - Participation de Glen Millot à la session « Strategies and Challenges of Organizing Regional Engagement Networks » de la 8e Conférence Living Knowledge à l'Université de Corvinius, Budapest, Hongrie, avec Beth Tryon (Université du Wisconsin, États-Unis), Norbert Steinhaus (Living Knowledge, Boutique des Sciences de Bonn, Allemagne) et Khan Rahi

(Canadian Community-based Research Network (CCRN) & Loka Institute, Canada)

30 mai 2018 - Animation par Glen Millot de deux sessions « In Citizen Science Data We Trust » avec Simone Cutajar et Edward Duca, et « Lessons on Empowerment – Sharing Experiences from Community-based Research and Citizen Science Workshop » avec Michael Sogaard Jorgensen lors de la 8e Conférence Living Knowledge à l'Université de Corvinius, Budapest, Hongrie

31 mai 2018 - Participation de Glen Millot à la session « Impact Evaluation (IE) of Science Shops Structures and Projects: what has been done until now and what could be necessary for the future? » avec David Rojas (IS Global, Espagne) et Gerard Straver (Boutique des Sciences de Wageningen, Pays-bas) lors de la 8e Conférence Living Knowledge à l'Université de Corvinius, Budapest, Hongrie

31 mai 2018 - Intervention de Aude Lapprand au 8e colloque du réseau Living Knowledge à Budapest « Exploring innovating solutions to involve citizens and civil society : the case of the framework programme »

Juin

1er juin 2018 - Intervention de Christian Vélot à Mantes-la-Jolie (78) sur le thème « OGM cachés, nouveaux OGM, OGM transgéniques, où en est-on ? »

9 juin 2018 - Intervention de Christian Vélot au Mas d'Azil (09) sur le thème « Les nouveaux OGM »

15 juin 2018 - Participation de Glen Millot à la table ronde sur la protection des lanceurs d'alerte et le droit à l'information lors de l' Assemblée générale de dissolution du comité de soutien d'Antoine Deltour au Centre Léo Lagrande d'Épinal, avec Karim Ben Ali (lanceur d'alerte, affaire ArcelorMittal) et Édouard Perrin (journaliste, affaire Luxleaks)

27 juin 2018 - Animation par Aude Lapprand d'une table ronde au colloque REPERE, à la MSH (Paris Nord) : « Constructions : Quels dispositifs de construction des savoirs ? »

Juillet

7-11 juillet 2018 - Participation de Fabien Piasecki au Summerlab organisé par l'association PiNG à Saint-Nazaire

Août

22-26 août 2018 - Participation de Sciences Citoyennes à l'Université d'été solidaire et rebelle des mouvements sociaux et citoyens de Grenoble

Le stand Sciences Citoyennes à l'Université d'été solidaire et rebelle (22-26 août 2018)

Septembre

6 septembre 2018 - Audition de Jacques Testart par l'Assemblée nationale dans le cadre de la révision de la loi sur la bioéthique

13 septembre 2018 - 3e colloque du cycle « Pour une recherche scientifique responsable » sur le thème « Les contre-modèles possibles » à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris)

14 septembre 2018 - Intervention de Christian Vélot à Rennes (35) sur le thème « Perturbateurs endocriniens et épigénétique »

Octobre

1er octobre 2018 - Sciences en Bobines à Villeurbanne (69), projection de « Trashed » avec les interventions d'Ingénieurs sans Frontières

3 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Vaulx-en-Velin (69), projection de « Nothing to hide » avec les interventions d'Ingénieurs sans Frontières

4 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Grenoble (38), projection de « Des abeilles et des hommes » avec les interventions d'apiculteurs de la région

5 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Chaussy (95), projection de « Cultivons la terre » avec les interventions du Centre d'Éco-Développement de Villarceaux

5 octobre 2019 - Sciences en Bobines à Chertsey (Québec), projection de « Demain » avec les interventions de Clélia Marsadié et de Sébastien Lacombe

5 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Montreuil (93), projection de « Imitation Game » avec les interventions de Francis Chateauraynaud

6 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Orsay (91), projection de « Zéro Phyto 100% Bio » avec les interventions de Patricia Kasperet et Jean-Pierre Lecocq

8 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Garat (16), projection de « La fille de Brest » avec les interventions d'Irène Frachon et Louis Adrien Delarue

9 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Grenoble (38), projection de « L'eau, la nature et la ville » avec les interventions de Philippe Belleudy

10 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Ruelle-sur-Touvre (16), projection de « Bébés à la carte » avec les interventions des Petits Débrouillards

11 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Avignon (84), projection de « Unfair game » avec les interventions de Maryvonne Holzem

11 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Berck-sur-Mer (62), projection de « Meeting Snowden » avec les interventions de Flore Vasseur et Glen Millot

11 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Bures-sur-Yvette

(91), projection de « Le roundup face à ses juges » avec les interventions de Patricia Kasperet et Pascale Corbin

11 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Ruelle-sur-Touvre (16), projection de « Bébés à la carte » avec les interventions de Raphaël Hitier (2 sessions)

12 octobre 2018 - Intervention de Glen Millot au Collège Maxence van der Meersch du Touquet dans le cadre d'un débat avec des élèves de 3e sur les lanceurs d'alerte autour du film « Meeting Snowden » de Flore Vasseur, en présence de la réalisatrice

12 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Chertsey (Québec), projection de « Cultures en transition » avec les interventions d'Isabelle Bérubé

12 octobre 2018 - Sciences en Bobines à La Rochefoucauld (16), projection de « Demain, tous crétins » suivie d'un débat

16 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Paris (75), projection de « Climat, le théâtre des négociations » avec les interventions de David Bornstein et Magali Reghezza-Zitt

17 octobre 2018 - Intervention de Aude Lapprand dans un atelier « La participation dans la recherche » lors de la Rencontre nationale de l'Institut de la Concertation et de la Participation citoyenne à Paris

17 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Saint-Ouen l'Aumône (95), projection de « Biologie 2.0 – Ce que la nature n'aurait jamais fait » avec les interventions de Christian Vélot et Éric Meunier

18 octobre 2018 - Intervention de Jacques Testart au Centre St Guillaume (Sciences Po Paris)

18 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Bécherel (35), projection de « Les apprentis sorciers du climat » avec les interventions de Arthur Hellouin de Mennibus

19 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Dieppe (76), projection de « Unfair Game » avec les interventions de Maryvonne Holzem

19 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Grenoble (38), projection de « sous le nuage d'Hiroshima » avec les interventions de Jean-Marc Royer

24 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Villeneuve d'Ascq (59), projection de « Nothing to hide » avec les interventions d'Ingénieurs sans Frontières

25 octobre 2018 - Intervention de Jacques Testart à la librairie Jonas (Paris 13e)

26 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Chertsey (Québec), projection de « La Terre vue du cœur » avec les interventions d'Émilie Labonté-David

26 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Tarare (69), projection de « Les apprentis sorciers du climat » avec les interventions de Fabrice Flipo

30 octobre 2018 - Sciences en Bobines à Nantes (44), projection de « Monsieur Kubota » avec les interventions d'Anush Hamzehian, Thomas Bernardi et Fabien Piasecki

Novembre

7 novembre 2018 - Apéro-débat sur le thème « Contre les robots tueurs » à la FPH (Paris)

9 novembre 2018 - Intervention de Christian Vélot à Feurs (42) sur le thème « Les nouveaux OGM »

13 novembre 2018 - Audition de Jacques Testart par le CESE sur le thème « Sciences et Société »

21 novembre 2018 - Participation de Glen Millot à l'Assemblée générale de la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA) à la Bourse du travail à Paris, avec Jean-Philippe Foegle (MLA), Nicole Marie Meyer (Transparency France, MLA), Céline Boussié (lanceuse d'alerte, affaire des enfants handicapés à Moussaron) et Antoine Deltour (lanceur d'alerte, affaire Luxleaks)

23 novembre 2018 - Intervention de Christian Vélot à Mareil-sur-Mauldre (78) sur le thème « Les perturbateurs endocriniens et leur impact sur nos gènes »

27 novembre 2018 - Intervention de Jacques Testart au Lycée Louis le Grand à Paris

29 novembre 2018 - Intervention de Jacques Testart à l'Université populaire d'Antony

Décembre

1er décembre 2018 - Intervention de Jacques Testart au Lieu Unique à Nantes

7 décembre 2018 - Intervention de Christian Vélot à Beauchamp (95) sur le thème « Perturbateurs endocriniens et épigénétique »

7 décembre 2018 - Participation de Glen Millot à la projection-débat sur les lanceurs d'alerte autour du film « Antoine » de Julie Bruchert et Gabriel Laurent au Festival international du Film des Droits Humains (Les Grands Voisins, Paris)

8 décembre 2018 - Intervention de Jacques Testart à l'Université populaire de Tarbes

9 décembre 2018 - Participation de Glen Millot à la projection-débat sur les lanceurs d'alerte autour du film « Antoine » de Julie Bruchert et Gabriel Laurent au Festival international du Film des Droits Humains (Les Grands Voisins, Paris) avec Antoine Deltour (lanceur d'alerte, affaire Luxleaks) et Julie Bruchert (réalisatrice)

10 décembre 2018 - Apéro-débat sur le thème « Pas de plastique dans nos assiettes » à la FPH (Paris)

13 décembre 2018 - Intervention de Jacques Testart à la bibliothèque de Lyon

17 décembre 2018 - Apéro-débat sur le thème de la recherche médicale responsable à la FPH (Paris)

21 décembre 2018 - Intervention de Jacques Testart à l'Université du temps libre, Citéphilo, à Arras

Sciences Citoyennes
38 rue Saint Sabin
F75011 Paris - France
tél. +33 (0)1 4314 7365
fax +33 (0)1 4314 7599

http://sciencescitoyennes.org

@ contact@sciencescitoyennes.org
fondationsciencescitoyennes
@fsc_infos